

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

**Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints
et des agents de police judiciaire.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a déposé, à la séance de la Chambre des Représentants du 18 novembre 1896, un projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire. La Section centrale, après l'avoir amendé sur quelques points, en avait, à l'unanimité de ses membres, proposé l'adoption, lorsque la dissolution du 7 mai 1900 vint le frapper de caducité.

Représenté le 21 décembre 1907 par l'honorable M. Maenhaut, il fut renvoyé à une commission spéciale qui, à son tour, l'admit à l'unanimité avec quelques modifications et en recommanda à la Chambre le prompt examen. La récente dissolution l'a fait tomber encore.

Le projet que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives reproduit textuellement celui qu'avait admis, en 1908, la Commission spéciale. Le rapport fait au nom de celle-ci par l'honorable M. de Broqueville, le 29 juillet 1908, et annexé au présent projet en expose l'économie; le Gouvernement s'y réfère. La nécessité s'est fait sentir, depuis longtemps, d'une police judiciaire mieux organisée, indépendante de la police administrative et placée sous les ordres directs du parquet. Dès 1882, M. Buis, bourgmestre de Bruxelles, en préconisait l'institution; il n'avait aucune peine à établir que, moyennant certaines garanties, elle ne ferait courir aucun danger à l'autonomie communale.

L'urgence de la réalisation des réformes qu'introduit, dans la police judi-

ciaire, le présent projet a été signalée récemment encore au Sénat par l'honorable M. Wiener, à l'occasion de la discussion du Budget du Ministère de la Justice pour 1912.

Le Gouvernement croirait manquer à son devoir s'il ne recommandait pas instamment à la Chambre, comme la Commission de 1908, le prompt examen du projet qu'il a l'honneur de lui soumettre.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

ANNEXE

SÉANCE DU 29 JUILLET 1908.

**Proposition de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints
et des agents de police judiciaire ⁽¹⁾.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. DE BROQUEVILLE.

MESSIEURS,

La proposition de loi qui vous est soumise a certainement une portée plus considérable que ne semble l'indiquer un titre plutôt modeste. Si l'on tente un jour de codifier les lois et dispositions sur l'organisation de la police judiciaire, il n'est pas douteux que la proposition actuelle n'occupe dans ce Code une place marquante. En effet, elle est appelée à jouer un rôle important dans la répression de la criminalité.

En dehors de ces freins d'ordre religieux ou moral, dont la valeur n'est contestée par aucun criminaliste impartial, la certitude de la répression constitue la barrière qui arrête le plus sûrement les candidats aux crimes, délits ou contraventions.

Échapper à la vindicte publique, tel est le grand objectif de la généralité des hommes, avant comme après la consommation de la faute.

Dans l'intérêt de tous, il convient donc d'armer la justice de telle façon qu'à l'espoir de l'impunité succède la certitude morale de la répression.

Cette certitude, hélas ! est loin d'exister aujourd'hui.

Certains crimes douloureusement retentissants, parce que d'une nature

(1) Proposition de loi, n° 81 (session de 1907-1908).

(2) La Commission, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Braun, De Becker Remy, de Broqueville, De Ponthière, Pitsaer et Raemdonck.

singulièrement honteuse et odieuse, ont contribué à répandre dans les masses une légende absolument contraire.

La perpétration de ces lâches forfaits, comme l'impunité dont ils ont bénéficié, a provoqué une très vive émotion de l'opinion publique.

D'aucuns ont trouvé excessives et presque maladroites ces explosions du sentiment populaire. Elles sont toutes à l'honneur de la mentalité comme de la moralité nationales, et le Parlement aurait tort de les méconnaître en ne traduisant pas par des actes sa volonté bien arrêtée de ne laisser aucun crime impuni.

Quand les auteurs de pareils crimes échappent à la justice, la voix des foules s'en prend volontiers à la police locale; elle l'accuse de manquer de zèle, d'habileté, voire même d'être insuffisante. En ces derniers temps, la police bruxelloise, notamment, a été particulièrement en butte à des suspicions et accusations de cette nature. Rien de plus immérité cependant.

La police de la capitale semble bien organisée; elle compte des hommes de réelle valeur et d'un zèle incontestable; ils sont généralement fort bien dirigés; mais leur action est frappée, de par la loi même, d'une tare originelle : ils appartiennent, comme toutes les organisations policières belges, à un organisme local, dont la sphère est limitée au territoire restreint de la commune et ne peut s'élargir qu'au prix de formalités auxquelles les délinquants doivent souvent le salut.

Il est incontestable que l'art de rechercher et de découvrir les délits, ainsi que leurs auteurs, doit non seulement être au niveau du perfectionnement dans l'art de dissimuler ou d'échapper, mais même s'efforcer de le dépasser par son organisation, par ses moyens, comme par l'habileté de ses serviteurs.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces points dans les développements de ce rapport.

L'honorable M. Maenhaut, ému par le spectacle de l'impunité trop fréquemment assurée, répond au vœu de l'opinion publique en cherchant à assurer à l'arme de la répression son maximum d'effet utile; il y a lieu de l'en féliciter.

Votre Commission applaudit donc à son initiative et elle s'efforce de la seconder de tout son pouvoir.

L'honorable M. Maenhaut le rappelle dans les développements dont il accompagne sa proposition, il reprend, sous forme de projet d'initiative parlementaire, un projet de loi déposé le 18 novembre 1896 par l'honorable M. Begerem, alors Ministre de la Justice.

A cette époque, sous le bénéfice de multiples observations, le projet du Gouvernement fut admis dans les sections de la Chambre par 51 votes affirmatifs; 6 membres le repoussèrent; 1 membre s'abstint.

Une section centrale fut constituée sous la présidence de l'honorable M. Beernaert; elle comptait comme membres MM. de Trooz, Fris, Van Cauwenbergh, Raepsaet, Ronse et Ligy. Le projet y fut longuement et minutieusement étudié.

Finalement, tout en s'inspirant de la pensée et des lignes maitresses du projet, la section centrale formula un texte qui, sans consacrer des innovations ou des remaniements fondamentaux, apportait cependant de nombreux changements au projet gouvernemental.

L'honorable M. Ligy les justifia dans un rapport tout empreint de l'esprit judicieux et pratique de son auteur; ce rapport fut déposé sur le bureau de la Chambre, le 23 juin 1897.

Tel est en résumé l'histoire de la question, jusqu'au jour où votre commission spéciale fut saisie de la proposition développée par l'honorable M. Maenhaut, en séance du 21 décembre 1907.

Dès sa première réunion, votre Commission manifesta ses préférences pour l'œuvre élaborée jadis par la section centrale. L'honorable M. Maenhaut accepta de se rallier à cette manière de voir.

Désireuse d'obtenir une adhésion générale et de marcher avec célérité, tout en faisant œuvre aussi complète que possible, votre Commission se mit en rapport avec l'honorable Ministre de la Justice.

Celui-ci, par esprit de transaction, voulut bien adhérer au texte nouveau, sous réserve d'améliorations de détails dont votre Commission a largement tenu compte.

Avant d'exposer et de justifier la proposition, sur laquelle le Gouvernement, l'honorable M. Maenhaut et votre Commission se sont mis d'accord, il convient d'ouvrir une large parenthèse.

A l'occasion de cette proposition, les sections de la Chambre, en 1897, et aujourd'hui votre Commission soulevèrent la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de charger des membres du personnel à créer, de remplir, tout au moins dans la partie rurale du pays, les fonctions de ministère public près les tribunaux cantonaux.

Dans une certaine mesure, cette idée fut indiquée déjà par une commission extra-parlementaire — voir *Documents parlementaires*, session de 1878-1879, Annexes, pages 56 et 57. D'après cette commission, des commissaires de police cantonaux devaient être créés partout, avec charge d'y assurer le service de la police judiciaire. C'était se rapprocher singulièrement de l'idée de leur confier le ministère public.

Dans la plupart des communes rurales, chefs-lieux de canton, c'est le commissaire de police qui remplit les fonctions d'officier du ministère public, en vertu de la délégation qu'il en a reçue.

Ce système présente, en ordre principal, trois inconvénients :

- 1° Il affaiblit le service de la police administrative ou préventive;
- 2° Il fait peser sur une seule commune le poids d'un service rendu à plusieurs;
- 3° Il soustraira aux représentants de la police judiciaire spéciale, de l'avenir, une part de fonctions qui peut être des plus instructives et utiles pour l'accomplissement de leur tâche.

Que les fonctions de ministère public dans le chef des commissaires soient une nuisance au point de vue de la bonne administration de la police préventive, cela n'est pas douteux.

Pour s'en convaincre, il suffit de remémorer brièvement la besogne supplémentaire qu'assument les commissaires, en qualité de ministère public.

Ils doivent commencer par examiner minutieusement si tous les documents ou procès-verbaux remis sont de la compétence de leur office; ensuite, si ces pièces sont régulières, complètes et introduites dans les formes légales, faute de quoi ils ont à combler les lacunes, par l'intermédiaire du commandant de gendarmerie du ressort.

Le procès-verbal et les documents étant dûment complétés, ils doivent prendre tous les renseignements sur les inculpés auprès des autorités désignées de leur résidence, voire même parfois de leurs résidences antérieures; puis demander un extrait du casier judiciaire éventuel au département de la Justice.

Après constitution régulière des dossiers, les commissaires, officiers du ministère public, établissent les cédules de citation et, pour diminuer les frais de justice, préparent eux-mêmes les copies des exploits à remettre aux inculpés (circulaire du procureur général du 13 mars 1903).

~ Ils assistent aux audiences de police.

Ils transmettent aux autorités, prévues par la loi, un état des condamnations prononcées à charge des inculpés de leur commune.

Ils veillent à l'exécution des jugements. Sur avis du receveur de l'enregistrement, ils font les significations aux récalcitrants en matière de paiement d'amendes; ils font et transmettent pour exécution les ordonnances de capture contre les récalcitrants et avisent le receveur des suites données.

Ils font un rapport circonstancié et donnent leur avis sur tous recours en grâce et avisent du recours le receveur compétent.

Pour certains jugements, ils doivent avertir les ministres compétents et, en matière de voirie, ils notifient à l'ingénieur en chef directeur provincial.

Ils ont, enfin, à communiquer les dossiers aux avocats et parfois à les compléter sur leur demande, etc., etc.

Il suffit de voir la statistique des affaires dont sont saisis les tribunaux cantonaux pour comprendre à quel point les fonctions d'officier du ministère public absorbent les commissaires de police et nuisent au service de la police préventive. Est-il juste que la commune, chef-lieu du canton, supporte pareille charge, alors qu'elle assure un service commun à toutes les communes du ressort?

Selon un vieil adage, poser la question, c'est la résoudre.

Mais il est, dans le même ordre d'idées, un troisième groupe de considérations, les plus intéressantes peut-être au point de vue pratique, et qui peuvent se concrétiser de la façon suivante :

1. La justice répressive, dans son ensemble, aurait tout à gagner à avoir un représentant spécial dans chaque canton judiciaire, mais l'on reculera

vraisemblablement devant la dépense. Or, en combinant les fonctions de cet agent avec ceux d'officier du ministère public, la dépense pourrait se répartir entre l'État, la commune chef-lieu de canton et les communes intéressées. On peut même se demander s'il n'y aurait pas lieu de permettre aux communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton judiciaire de provoquer la création de ces fonctions nouvelles.

B. La jonction des fonctions d'officier judiciaire cantonal avec celles d'officier du ministère public équivaldrait à la création (avec minimum de dépenses) de ces substituts cantonaux, préconisée, il y a près de trente ans, par la Commission extra-parlementaire et réclamée tout récemment encore par notre honorable collègue M. Le Paige.

C. L'officier judiciaire cantonal, par le fait même de ses fonctions de ministère public, connaîtrait, comme un juge d'instruction, la population et les délinquants habituels; il serait, pour ce motif, un agent particulièrement précieux de la justice répressive.

D. Pareil organisme serait d'une grande efficacité en matière de police rurale.

Nonobstant ces considérations, d'un ordre aussi sérieux que pratique, votre Commission n'a pas cru devoir formuler ces idées par voie d'amendements, et cela pour les trois motifs principaux que voici :

1° La proposition de loi a la police judiciaire et non l'organisation du ministère public pour objet. Or, si la bonne confection des lois exige la clarté, elle proscriit, par le fait, tout ce qui pourrait introduire de la confusion ;

2° La proposition de loi est plutôt un acheminement vers la réalisation, qu'un obstacle aux idées émises à ce sujet au sein du Parlement, comme de votre Commission ;

3° L'introduction d'amendements de cette nature provoquerait sans doute de nouveaux et longs débats. Ce serait donc retarder le vote d'une loi impérieusement demandée par l'opinion publique. Votre Commission n'a pas entendu assumer cette responsabilité.

Messieurs, il est à peine besoin de vous le rappeler : l'une des causes les plus fréquentes de l'impunité, c'est la limitation souvent poussée à l'extrême du champ d'action de la police judiciaire.

Déjà le 20 novembre 1879, M. Thonissen caractérisait devant la Chambre la situation dans les termes que voici :

« Les officiers de police les plus nombreux, disait l'éminent jurisconsulte, ceux précisément que leurs fonctions mettent en contact direct et incessant avec la population, ceux qui sont les premiers à apprendre la perpétration des crimes flagrants, ne possèdent qu'une compétence territoriale excessivement limitée ». Et, plus loin : « Les bourgmestres, les échevins, les commissaires de police, les gardes champêtres et forestiers perdent leur caractère et leur pouvoir aussitôt qu'ils font un pas au delà des limites de la commune.

» Dans les grandes agglomérations, le commissaire de police, rencontrant la limite communale sur son passage, se trouve très souvent dans l'impossibilité absolue de procéder personnellement à toutes les opérations urgentes qui lui sont commandées par l'article 49 du Code d'instruction criminelle ⁽¹⁾. »

Depuis l'époque où M. Thonissen s'exprimait ainsi, la situation ne s'est pas sensiblement améliorée.

Les moyens d'investigation dont dispose la justice répressive sont généralement demeurés les mêmes. Par contre, l'habileté dans la perpétration des crimes ou délits semble avoir progressé dans une proportion qui n'est égalée que par les facilités de fuite mises par le génie moderne à la disposition des criminels.

Que peuvent contre de tels moyens le zèle et l'habileté d'agents sans cesse arrêtés dans leurs investigations par des dispositions légales quasi préhistoriques, voire même par le manque de ressources? Et quoi de surprenant que tant de scélérats échappent à la vindicte publique?

Comme le rappelait l'honorable M. Ligy dans son rapport, le vrai remède était indiqué dès 1887 par un magistrat de grande expérience et de haute valeur :

« Il faut attacher aux parquets, disait-il, des officiers de police judiciaire, directement subordonnés aux procureurs du Roi et pouvant exercer dans une grande étendue de territoire les fonctions conférées par le Code d'instruction criminelle aux officiers de police auxiliaires du procureur du Roi.

» Ainsi viendraient à disparaître les difficultés qui naissent, pour l'arrestation ou la recherche des malfaiteurs, de la nécessité de restreindre les perquisitions dans un rayon très court et de transmettre ensuite, si la personne signalée n'est pas découverte et semble se trouver dans une commune voisine ou un canton voisin, de nouveaux ordres de recherches qui peuvent encore une fois arriver trop tard. On ne peut pas exiger du procureur du Roi, du juge d'instruction, du lieutenant de gendarmerie qu'ils parcourent l'arrondissement à la poursuite des malfaiteurs. Pourquoi ne pas charger de cette mission un officier de police spécial, placé sous les ordres du chef du parquet? Lorsque des vols nombreux se commettent sur divers points de l'arrondissement, l'officier de police attaché au parquet sera, mieux que les officiers de police à compétence territoriale restreinte, à même de rechercher les auteurs de ces méfaits. Il imprimera aux recherches cette unité sans laquelle elles peuvent difficilement aboutir. Il constatera par lui-même les circonstances dans lesquelles les crimes ont été commis; il relèvera tous les indices et tirera de l'ensemble de ses constatations des inductions qui le mettront peut-être sur les traces des criminels ⁽²⁾. »

⁽¹⁾ Documents parlementaires, session de 1879-1880, page 213, col. 2.

⁽²⁾ Observations sur le livre premier du projet du Code de procédure pénale, par P. Van ISEGHEM, procureur du Roi à Courtrai, page 10.

L'examen, en sections, du projet déposé en 1896 par le Gouvernement donna lieu à deux observations d'une portée générale : tout d'abord certains membres exprimèrent le sentiment que le projet allait porter atteinte aux droits de l'autorité communale et, par là, constituerait un amoindrissement de l'autonomie des communes.

Ce reproche ne manquait pas de gravité.

En effet, la Belgique est la terre classique de l'autonomie communale. Nous lui devons dans une large mesure la compréhension comme la conservation séculaires de toutes les libertés et peut-être même l'acquisition de l'entité nationale.

Fidèle à la ligne de conduite tracée par la section centrale de 1897, votre Commission a veillé avec un soin jaloux à concilier les intérêts de la justice répressive avec le respect intégral de l'autonomie communale.

Comme par le passé, la police administrative demeure entièrement communale. La séparation entre les deux polices est absolue : pas d'empiètement possible de l'une sur l'autre. Nous dirons plus : la proposition est tellement respectueuse du passé que pas une des personnes investies aujourd'hui du droit d'exercer la police judiciaire n'en est dépossédée.

Quant au premier magistrat communal, il demeure en possession de toutes ses attributions ; il est et reste seul chef de la police administrative et préventive.

Dans le passé, la concentration entre les mêmes mains de la police administrative et de la police judiciaire n'a porté aucune atteinte à l'autonomie de la famille communale.

Comment des agents qui n'ont à s'immiscer, sous aucun prétexte, dans la police des communes, pourraient-ils amoindrir, en quoi que ce soit, les droits de celles-ci ?

Les amendements admis enlèvent tout fondement à pareille crainte.

Cette première objection (justifiée peut-être par le texte primitif du projet) étant écartée, nous examinerons brièvement la seconde :

L'on exprima jadis l'appréhension de voir se créer, au moyen de cette loi, une haute police ayant un caractère politique. Le texte même de la proposition amendée démontre qu'il n'en est rien.

La création d'une haute police à caractère politique serait absolument contraire à un esprit public qui honore le pays.

Dans ce domaine, nous entendons, quoi que nous soyons, bénéficier de la pleine jouissance de toutes les libertés ; nous répudions avec une fierté jalouse les entraves d'où qu'elles viennent et surtout si elles émanent du pouvoir gouvernemental.

Le projet méconnaîtrait aussi bien les vues de son auteur que celles de la Commission, s'il pouvait consacrer d'autres principes ou d'autres mœurs. Il n'a et il ne peut avoir qu'une seule portée : assurer d'une façon plus complète et plus sûre la répression des crimes, délits et contraventions.

Le projet traduit cette pensée en une forme adéquate, quand il place les officiers et agents judiciaires sous l'autorité et la surveillance supérieures du

procureur général, et sous la direction des procureurs du Roi. Les pouvoirs politiques n'ont aucune part dans l'action du personnel nouveau, sauf en ce qui concerne les droits que leur confère la loi sur la police des étrangers.

Toute l'organisation, depuis la base jusqu'au sommet, a donc le caractère absolu de police judiciaire; elle ne porte à aucun titre l'empreinte de police politique.

La Belgique est un des rares pays bien organisés où les parquets ne disposent pas d'une police judiciaire spéciale. Les agents judiciaires existent dans tous les pays où l'on a le souci pratique de la répression intégrale des crimes; nulle part l'on n'a veillé avec plus de soins que nous ne le faisons ici à ne pas laisser dénaturer le caractère de la mission de la police judiciaire.

La portée générale de la loi étant nettement précisée et délimitée, votre Commission spéciale s'est livrée à l'examen approfondi des articles.

Ceux-ci, tels qu'elle les a amendés, lui paraissent donner une forme concrète, adéquate et pratique à des vues qui seront, à n'en pas douter, celles de la Chambre tout entière.

Le rapport déposé en 1897 par l'honorable M. Ligy développe en excellents termes les détails des dispositions du projet. Votre rapporteur croit faire œuvre sage en les reproduisant dans une large mesure. Il n'y apporte que les modifications justifiées par les desiderata et amendements de votre Commission spéciale et il se fait un devoir de rendre un hommage mérité au travail considérable fourni par l'honorable M. Ligy.

ARTICLE PREMIER.

Il y a un intérêt très sérieux à éviter toute confusion qui, par une dénomination similaire ou quasi similaire, pourrait se créer entre les représentants de la police, exclusivement judiciaire, et ceux de la police administrative.

Il convient également d'écarter, autant que possible, ce qui, chez les premiers, pourrait paraître un rappel des fonctions et de la hiérarchie des seconds.

La séparation doit être manifeste et complète dès l'origine. C'est ce qui a déterminé votre Commission à remplacer, pour le personnel nouveau, la dénomination de « commissaires, commissaires adjoints et agents de police judiciaire » par celle d' « officiers et agents judiciaires ». Le libellé de la loi serait modifié dans ce sens.

La création d'officiers judiciaires adjoints a paru inopportune. En effet, les agents d'un ordre supérieur doivent tous pouvoir être appelés à exercer les mêmes fonctions. Cela est éminemment désirable dans l'intérêt de la mission qu'ils ont à remplir. Ils doivent jouir de prérogatives, de droits et de pouvoirs égaux. Il serait donc illogique de créer des officiers judiciaires qui seraient les subalternes d'autres officiers.

Dans le cadre de la police administrative, l'existence de commissaires adjoints se justifie pour des motifs d'ordre administratif qui tombent sous le sens. Dans celui de la police judiciaire, au contraire, il ne faut qu'une caté-

gorie d'agents d'ordre supérieur : ce seront les officiers judiciaires qui, seuls du cadre spécial, auront la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Dans la pensée de votre Commission, les agents judiciaires ne jouiraient point de la qualité d'officier de police auxiliaire. Leur rôle ne paraît point comporter cette attribution.

En effet, s'ils sont sous la direction supérieure du procureur du Roi, ils seront sous la direction immédiate de l'officier de police judiciaire qu'ils assisteront, en se livrant exclusivement aux recherches et investigations dans le cadre déterminé par l'autorité.

Cette mission n'a rien de commun avec celle que doivent souvent remplir les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi. Pour le surplus, votre Commission estime rationnel qu'une classification des officiers et agents judiciaires entre eux ainsi qu'un barème de traitement soient établis conformément aux principes de notre droit public.

ART. 2 et 3.

Les modifications proposées sont en quelque sorte de style et elles se justifient par les dénominations adoptées à l'article premier.

La section centrale avait proposé naguère d'ajouter à l'article 2 un second paragraphe relatif à des peines disciplinaires.

Votre Commission estime qu'il n'y a pas lieu de le maintenir, car c'est l'article 6 (ancien 5^{bis}) qui traite de la question des peines disciplinaires.

ART. 4.

A côté d'un changement de texte, conséquence de la modification adoptée à l'article 1^{er}, votre Commission propose que les agents judiciaires prêtent le serment requis entre les mains, non de l'officier auquel ils seraient subordonnés, mais du procureur du Roi.

Le serment étant requis des agents judiciaires, il paraît mieux en harmonie avec le texte et la pensée de la loi, que celui-ci soit reçu par le chef qui a la direction du service et, dans l'espèce, par le procureur du Roi.

ART. 5 et 6.

L'article 1^{er} de la proposition de M. Maenhaut met le traitement des officiers et des agents judiciaires à la charge de l'État ; l'article 5 applique le principe, en disant que le traitement, les menues dépenses et les frais de route et de séjour sont réglés par arrêté royal.

Tout en admettant que les dépenses dont il s'agit soient supportées par l'État, votre Commission spéciale a cru devoir modifier, dans la forme, les dispositions proposées.

Il n'est point conforme aux principes de notre droit public que le Roi puisse, en vertu d'une délégation de la loi, fixer les traitements des fonctionnaires. Ces traitements, s'ils ne sont déterminés dans la loi organique elle-même, doivent rester soumis au contrôle des Chambres, lorsqu'elles sont appelées à voter la loi du Budget. Or ce contrôle serait illusoire si la loi accordait au Roi, comme le texte primitif de l'article 5 semble le dire, une délégation des droits de la Législature.

Telle n'est certainement pas la portée du projet, mais encore serait-il préférable de mettre le texte mieux en harmonie avec les principes constitutionnels en n'y inscrivant que l'obligation pour l'État de rémunérer les agents à créer.

Le Roi, en appliquant la loi, comme l'article 67 de la Constitution lui en donne le pouvoir, fixera provisoirement leurs traitements.

Les Chambres, appelées lors de la discussion du Budget à voter les crédits nécessaires pour faire face aux dépenses qu'entraînera le service, approuveront ou modifieront les propositions que le Gouvernement leur soumettra, et par là même la situation des nouveaux fonctionnaires sera réglée.

Les articles 5 et 6 du projet de votre Commission spéciale consacrent ces principes.

Quant à l'expression « menues dépenses », elle doit être entendue dans le sens très précis qui lui est donné par l'article 69 de la loi provinciale et par la loi du 19 avril 1892.

En ce qui concerne les peines disciplinaires dont parle l'article 6, l'arrêté royal à intervenir en exécution de cet article déterminera les peines et désignera l'autorité compétente pour les appliquer.

Votre Commission estime que le droit de suspendre, pour un temps limité, les agents judiciaires, peut être laissé au procureur général.

Cette règle pourrait être même étendue aux officiers judiciaires, bien que ceux-ci soient nommés par le Roi.

Ce serait conforme à des règles déjà suivies aujourd'hui.

En effet, les commissaires de police communaux, dont la nomination et la révocation appartiennent au Roi, peuvent être suspendus par le bourgmestre et par le gouverneur de la province. (Loi communale, art. 123.)

ART. 7.

L'article 7 met à la charge des provinces ou des communes les frais d'installation du nouveau service.

Cette répartition des dépenses, conséquences des dispositions des articles 69, 1^{er} à 3^o, de la loi provinciale, et 131, 8^o, de la loi communale, a paru absolument équitable.

Votre Commission estime qu'il y aurait inconvénient grave à autoriser les administrations communales à reléguer les officiers judiciaires dans un local quelconque.

Dans l'intérêt de la mission qu'ils ont à remplir, il convient que leurs

bureaux se trouvent à la maison communale, tout au moins quand il s'agit de communes qui ne sont point chefs-lieux d'arrondissement judiciaire.

Des communes, mal disposées, pourraient entraver l'action de la justice par l'attribution d'un local qui, par sa destination, son aménagement, voire même sa situation excentrique, placerait les représentants de la police judiciaire en posture fâcheuse pour l'exercice de leurs devoirs.

Or, les administrations communales auront pour obligation d'aider la police judiciaire à remplir sa mission, et, pour rendre les services qu'on attend d'elle, la police judiciaire devra être en rapports constants avec la police communale.

ART. 8.

L'article 8 détermine les fonctions des officiers judiciaires.

Tandis que les commissaires et les commissaires adjoints ont une mission tout à la fois administrative et judiciaire, les officiers et les agents judiciaires n'auront absolument aucune action à exercer sur le terrain de la police administrative.

Ils n'auront point à s'y immiscer et ils ne pourront avoir d'autorité sur aucun des agents de la police locale.

Le maintien de l'ordre public, en quelque lieu que ce soit, échappera entièrement à leur compétence.

En un mot, ils demeurent étrangers à tout ce qui est du ressort de la police administrative. Leur intervention ne pourra se manifester qu'en matière judiciaire.

La police judiciaire, dit M. Giron dans son *Traité de droit administratif* ⁽¹⁾, « recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés par la loi de les punir ».

Telle sera la seule mission des officiers judiciaires, et, pour l'exécution de celle-ci, les agents judiciaires leur prêteront assistance. Leurs droits seront ceux de tous les officiers de police auxiliaires du procureur du Roi.

La section centrale de 1897 avait inséré au second paragraphe de l'article 8 les mots « et la compétence réelle ». Nous avons jugé qu'il valait mieux les supprimer, car ils constituent une redondance qui n'a aucune raison d'être, la pensée étant nettement et intégralement formulée par les mots précédents.

En vue de répondre aux nécessités du présent comme de l'avenir, votre commission a adopté, comme vous le remarquez, un texte dont le but est celui-ci :

Placer les officiers judiciaires sur la même ligne que les commissaires de police et, par le fait, leur conférer des droits reconnus à ces derniers par les

(1) *Droit administratif*, t. III, n° 1180.

lois existantes, tout en leur assurant, quand sera publié le nouveau Code de procédure pénale, tous les droits que ce Code reconnaîtra aux officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi. Tel est l'objet du paragraphe 2 de l'article 8.

La disposition finale de l'article 8 de la proposition donne aux officiers judiciaires concurrence et même prévention à l'égard notamment des commissaires et des commissaires adjoints, ainsi que des bourgmestres et échevins.

La section centrale de 1897 y avait ajouté ces mots : « en tant que ceux-ci remplissent les fonctions de commissaire de police ». Votre Commission vous propose de supprimer ce membre de phrase, comme étant sans objet et peut-être même nuisible.

En effet, il est évident que, dans un projet de loi ayant pour objet exclusif la police judiciaire, le concours entre plusieurs fonctionnaires ne peut être réglé qu'en ce qui concerne l'exercice de cette police. Aller au delà, c'est s'exposer à faire naître des doutes au sujet des attributions générales de la police judiciaire.

Lorsque le bourgmestre et l'échevin ne remplissent pas des fonctions d'officier de police judiciaire, lorsque leurs actes relèvent de leurs fonctions administratives, il ne peut y avoir aucune « concurrence » entre eux et les officiers judiciaires, ceux-ci n'ayant de compétence qu'en matière de police judiciaire et à l'exclusion de toute attribution de police administrative.

Quant aux agents judiciaires, ce sont simplement des agents d'information et de renseignements qui, sauf le cas de flagrant délit, — Code d'instruction criminelle, 106, -- agissent sous le contrôle et la direction de leurs chefs. Leurs attributions résultent de l'article 11, du second paragraphe de l'article 12 et du premier paragraphe de l'article 13.

Il importe de fixer la portée exacte des mots « concurrence et même prévention ».

Le Ministre de la Justice, auteur du projet repris par M. Maenhaut, détermina lui-même, dans une réponse à la section centrale de l'époque, ce qu'il faut entendre par ces mots « concurrence et même prévention ».

« Dans la pensée du Gouvernement, disait-il, le projet ne confère pas aux nouveaux officiers de la police judiciaire le droit de dessaisir la police locale d'une information déjà commencée par celle-ci. Le texte de l'article 8, paragraphe final, n'a nullement cette portée. »

Les termes « concurrence et prévention » ne peuvent avoir ici d'autre signification que celle qui leur est reconnue dans l'article 11 du Code d'instruction criminelle, dans l'article 13 de la loi du 23 juillet 1891 sur la police des chemins de fer, ainsi que dans les articles 33 et 60 du nouveau Code de procédure pénale voté par les Chambres. A propos dudit article 33 qui consacre, au profit des commissaires de police un droit de concurrence et de prévention sur les gardes champêtres et forestiers, pour la recherche des infractions rurales et forestières, le rapport présenté par M. Thonissen, au nom de la Commission parlementaire, s'exprimait comme il suit : « En se

servant du mot « prévention », le projet conserve à ce terme la signification que lui donnent la doctrine et la jurisprudence. Lorsque le commissaire de police a le premier commencé la recherche d'une infraction rurale ou forestière, il a le droit de continuer la procédure, quand même un garde champêtre ou forestier se présente pour constater lui-même cette contravention. Mais si le garde, de son côté, a agi avant l'arrivée du commissaire, en d'autres termes, s'il n'a pas été « prévenu », il reste légalement saisi et peut continuer les « opérations » ⁽¹⁾.

» Le même sens traditionnel doit être attaché au texte de l'article 8 du projet actuel. Que son intervention ait été spontanée ou provoquée, le fonctionnaire communal ou gouvernemental, le premier saisi, pourra continuer l'information. Si des officiers des deux polices venaient à se présenter en même temps, la préférence appartiendrait aux officiers de la police judiciaire nouvelle. Cette préférence dérive naturellement de la spécialité de leur mission.

» Ce serait d'ailleurs apprécier erronément le caractère des nouveaux officiers de police que de les considérer comme des fonctionnaires d'un ordre inférieur. L'esprit du projet est, au contraire, de leur attribuer, dans la hiérarchie des officiers de police judiciaire, un rang élevé. Cette pensée se traduit dans l'article 10, aux termes duquel ils ont le droit de requérir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'assistance de la force publique et celle des officiers de la police judiciaire autres que les juges de paix et leurs suppléants, les procureurs du Roi et leurs substituts et les juges d'instruction. A mon avis, leur situation doit être telle qu'elle puisse être ambitionnée par l'élite des officiers de la police communale. La perspective ouverte serait pour eux un stimulant en même temps qu'elle assurerait un meilleur recrutement au nouveau cadre. »

Ces explications, fixant le sens des mots « concurrence » et « prévention » conformément à la signification qu'attachent à ces mots les criminalistes, ne pourra laisser de doute sur la portée du texte auquel votre Commission s'est ralliée.

ART. 9.

La nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article 9 a un double but :

1° Celui de mettre le texte de cet article en harmonie avec les dispositions de l'article 14 sur la police des étrangers ;

2° Celui de simplifier les formalités pour le cas où les officiers et les agents judiciaires sont appelés à exercer leurs fonctions dans un ressort de cour d'appel autre que celui de leur résidence.

S'il est incontestablement utile que, dans certaines éventualités, les agents

(1) *Documents parlementaires*, année 1879-1880, p. 310-311, et les autorités citées au rapport de M. Thonissen.

nouveaux puissent poursuivre, en dehors du ressort de leur compétence ordinaire, les investigations qu'ils sont appelés à faire, il importe que leur action ne soit pas subordonnée à l'accomplissement de formalités compliquées ou entravée par celles-ci.

L'avis que le procureur général, dont l'agent relève, donnera à son collègue, quant à la nature et à la portée du mandat conféré, suffira pour assurer le respect de la hiérarchie; le procureur général qui aura reçu l'avis préviendra immédiatement les autorités judiciaires sous ses ordres de la présence de l'agent dans son ressort et de la mission dont il est investi.

Il a été demandé sous quelle direction seraient placés les agents momentanément détachés dans un autre arrondissement ou un autre ressort de cour d'appel.

Il semble que les agents ainsi délégués ne pourront agir que sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire où ils se trouvent, puisque dans cet arrondissement ce magistrat est chef de service et que tous les officiers auxiliaires de la police judiciaire y sont placés sous ses ordres immédiats.

ART. 10.

L'article 10 de la proposition de la Commission spéciale a une portée générale; il est utile de le signaler.

Il consacre, au profit des procureurs du Roi, de leurs substituts et des juges d'instruction, un droit qu'ils exercent en fait, mais qu'en dehors du cas de flagrant délit (articles 52 et 59 du Code d'instruction criminelle) nul texte de loi ne leur attribue expressément.

Votre Commission a reconnu l'utilité de cette disposition.

Elle estime aussi qu'il doit être permis aux procureurs du Roi et à leurs substituts, ainsi qu'aux juges d'instruction, de déléguer les officiers judiciaires au même titre que les commissaires de police et les autres officiers de la police judiciaire, aux fins d'accomplir tous les actes de la police judiciaire non interdits par la loi. C'est ainsi notamment que les officiers judiciaires, mais non les agents, pourront, comme les commissaires de police et les bourgmestres, être désignés aux fins de pratiquer des perquisitions et des saisies concernant les affaires pour lesquelles mandat spécial leur aura été donné.

Aucun doute n'existera sur ce point.

ART. 11.

Votre Commission propose de compléter l'article 10 portant disposition tranchant la question de savoir si les officiers et agents judiciaires auront ou non qualité pour exécuter les mandats d'amener et d'arrêt et les ordonnances de capture.

En présence de l'arrêt de la Cour de cassation du 9 décembre 1895 (1), qui range l'exécution des mandats de capture parmi les actes que le commissaire de police a le droit d'accomplir, non en sa qualité d'officier de police judiciaire, mais comme agent de la force publique, on serait fondé à se demander si les officiers et agents judiciaires auraient, en cette qualité, le droit d'exécuter les mandats dont il s'agit ainsi que les mandats d'amener ou d'arrêt.

Votre Commission estime que, dans des cas spéciaux dont le procureur général sera juge, les procureurs du Roi doivent pouvoir confier pareille mission à des agents déterminés. De là l'article 14 du projet.

ART. 12 et 14.

Ces deux articles ont été admis sans observations, sauf des modifications de forme qui se justifient sans explication.

ART. 13.

La disposition qui impose aux officiers de la police locale l'obligation de fournir aux agents institués par le projet l'accès de leurs bureaux et la communication de tous renseignements ou documents recueillis par eux dans l'exercice de leurs fonctions de police administrative, a paru à la Commission spéciale trop excessive dans ses termes et dans son esprit.

Sans doute, il est désirable que pour la recherche des infractions et la poursuite des délinquants, la police locale et les officiers et agents judiciaires agissent concurremment, se prêtent un mutuel appui; dans la généralité des cas, il en sera certainement ainsi.

La police locale possède de multiples renseignements dont la connaissance est nécessaire ou utile à la découverte des malfaiteurs et que les officiers judiciaires n'auront pas : les autorités communales doivent être tenues de les leur communiquer rapidement.

Les registres de la population, les listes d'inscription des voyageurs et des étrangers, les registres des condamnations sont autant de documents que les officiers et les agents judiciaires ont besoin de consulter, souvent sans délai. Quelles raisons la police locale aurait-elle, en général, de leur refuser cette communication? Il y a d'autant moins lieu de craindre des conflits que le but commun à poursuivre par les officiers de la police administrative et par les officiers judiciaires amènera nécessairement entre eux des rapports directs et personnels, dont la courtoisie et la correction engendreront une mutuelle confiance.

(1) *Pasicrisie*, année 1896, 1, 40.

Mais des abus sont à prévoir. Sous prétexte de poursuivre l'auteur présumé d'une infraction quelconque, des officiers ou agents judiciaires pourraient prétendre au droit de consulter, d'emporter même tous documents administratifs quelconques possédés par la police communale; le texte de la proposition n'y mettrait nul obstacle.

Votre Commission l'a modifié en limitant les droits des nouveaux agents, en définissant plus nettement leurs pouvoirs.

S'agit-il d'un crime flagrant, d'un délit qui vient de se commettre, il importe que l'action des officiers judiciaires soit immédiate; en ce cas, l'accès des bureaux de police locale sera de droit, ils pourront y prendre connaissance, sans déplacement, de tous les registres et documents que la police locale détient.

En dehors du cas de flagrant délit, la nécessité d'une aussi urgente action ne se présente pas. Sans doute, la police locale devra toujours fournir aux agents judiciaires toutes facilités pour l'accomplissement de leur mission; il ne lui appartiendrait pas de leur refuser tous renseignements dont ils auraient besoin. Mais l'accès de droit dans les bureaux, la communication, prise d'autorité, de tous les registres et documents ne se justifient pas, dans cette éventualité, par la nécessité d'une instruction urgente, immédiate. Pourquoi, dès lors, empiéter sur les prérogatives des autorités locales?

Se présenterait-il une circonstance où se rencontreraient à la fois et les résistances de la police locale et l'urgence d'une action immédiate, le projet de la Commission spéciale permet encore au procureur du Roi, comme au juge d'instruction, de vaincre sans délai l'inertie de l'autorité communale.

Un mandat donné par ces magistrats, même par voie télégraphique, suffira à munir les officiers judiciaires des pouvoirs que le projet leur donne en cas de flagrant délit, et ainsi se trouveront conciliés l'intérêt supérieur de la justice et le respect des prérogatives des autorités locales.

Le texte du projet de la Commission spéciale mentionne aussi à qui les officiers et agents judiciaires sont tenus de s'adresser pour obtenir les renseignements qui leur seront nécessaires. C'est naturellement au chef de la police locale ou au fonctionnaire délégué par ce dernier pour des services déterminés que les demandes devront être adressées, soit verbalement, soit par écrit.

Inutile d'ajouter que ce texte prévoit les seuls cas où des difficultés auraient surgi. En thèse générale, les rapports entre les fonctionnaires des deux ordres seront de telle nature, il faut l'espérer, que l'accès des bureaux et la communication de registres seront pour les uns comme pour les autres de tous les jours et de tous les moments.

*
* *

Tels sont, Messieurs, les principaux arguments qui nous paraissent commander d'amender la proposition dans les limites prudentes et mûrement délibérées où nous l'avons fait.

Il est incontestable que le vote de cette proposition sera accueilli avec grande faveur dans le pays. L'application de la loi nouvelle marquera, on n'en peut douter, un recul sérieux de l'impunité et elle sera, par le fait, pour les citoyens honnêtes un gage de sécurité toujours plus grande.

Nous avons admis à l'unanimité la proposition amendée et nous jugeons faire œuvre utile au pays en vous recommandant un très prompt examen, suivi d'un vote affirmatif.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi peut instituer, dans chaque ressort de Cour d'appel, des officiers et des agents judiciaires dont il fixe le nombre selon les besoins du service et qui sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général, et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie.

ART. 2.

Les officiers judiciaires sont nommés et révoqués par le Roi.

Les agents judiciaires sont nommés et révoqués par le Ministre de la Justice.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Koning kan, binnen het gebied van elk Hof van beroep, rechterlijke officieren en rechterlijke agenten instellen; hij bepaalt het getal hunner naar gelang van de vereischten van den dienst; zij staan onder het gezag en het toezicht van den procureur-generaal en onder het bestuur van den procureur des Konings van het arrondissement waarin hun verblijf is gevestigd.

ART. 2.

De rechterlijke officieren worden benoemd en afgezet door den Koning.

De rechterlijke agenten worden benoemd en afgezet door den Minister van Justitie.

ART. 3.

La résidence des officiers et des agents judiciaires est fixée par le Ministre de la Justice.

Toutefois le procureur général peut les détacher momentanément dans les localités de son ressort où il jugerait leur concours utile au service de la police judiciaire.

ART. 4.

Avant leur entrée en fonctions, les officiers judiciaires prêtent serment entre les mains du procureur général.

Les agents judiciaires prêtent serment entre les mains du procureur du Roi auquel ils sont subordonnés.

ART. 5.

Les traitements des officiers et des agents judiciaires ainsi que leurs menues dépenses sont à la charge de l'État.

ART. 6.

L'uniforme et les insignes des officiers et des agents judiciaires, les peines disciplinaires dont ils peuvent être l'objet, leurs frais de route et de séjour sont réglés par le Roi.

ART. 7.

Les officiers judiciaires ont leurs bureaux dans les locaux du palais de justice, lorsqu'ils résident dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire.

Dans les autres cas, ils ont leurs bureaux dans la maison communale.

ART. 3.

De Minister van Justitie bepaalt waar de rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten hun verblijf moeten hebben.

Echter kan de procureur-generaal ze tijdelijk afzenden naar de plaatsen van zijn gebied, waar hij hunne medehulp nuttig mocht achten voor den dienst der rechterlijke politie.

ART. 4.

Alvorens in dienst te treden leggen de rechterlijke officieren den eed af in handen van den procureur-generaal.

De rechterlijke agenten leggen den eed af in handen van den procureur des Konings wiens ondergeschikten ze zijn.

ART. 5.

De jaarwedden, alsmede de geringe uitgaven van de rechterlijke officieren en van de rechterlijke agenten komen ten laste van den Staat.

ART. 6.

De ambtskleeding en de rangteekenen der rechterlijke officieren en rechterlijke agenten, de tuchtstraffen die hun kunnen opgelegd worden, hunne reizen verblijfkosten worden door den Koning geregeld.

ART. 7.

De rechterlijke officieren hebben hunne kantoren in de gebouwen van het justitiepaleis, wanneer zij verblijven in de hoofdplaats van een rechterlijk arrondissement.

In de overige gevallen hebben zij hunne kantoren in het gemeentehuis.

La fourniture et l'entretien de ces bureaux sont à la charge, dans le premier cas, de la province; dans le second cas, de la commune.

ART. 8.

Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent aux commissaires de police en qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers judiciaires ont concurrence et même prévention à l'égard des commissaires et commissaires adjoints de la police communale, ainsi que des bourgmestres et échevins.

ART. 9.

Les officiers et agents judiciaires exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la Cour d'appel.

Ils peuvent, en matière de police des étrangers ou en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre Cour d'appel.

En ce dernier cas, le procureur général qui a délivré le mandat en avise immédiatement le procureur général du ressort où les officiers et agents judiciaires sont appelés à agir.

ART. 10.

Les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction ont le

Deze kantoren moeten, in het eerste geval, door de provincie worden geleverd en onderhouden, en, in het tweede geval, door de gemeente.

ART. 8.

De rechterlijke officieren hebben de hoedanigheid van ambtenaar der rechterlijke politie en staan den procureur des Konings ter zijde.

Zij hebben de macht en de bevoegdheden, door de wetten toegekend aan de politiekommissarissen, waar dezen, als ambtenaren der rechterlijke politie, den procureur des Konings ter zijde staan.

In de uitoefening van hun ambt hebben de rechterlijke officieren gelijk gezag met de commissarissen en de adjunct-commissarissen der gemeentelijke politie alsmede met de burgmeesters en schepenen en hebben zij zelfs recht van voorrang op hen.

ART. 9.

De rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten oefenen hun ambt uit binnen gansch het gebied van het Hof van beroep.

In zake van vreemdelingenpolitie of krachtens uitdrukkelijke opdracht van den procureur-generaal, onder wiens toezicht zij staan, mogen zij hun ambt uitoefenen binnen het gebied van een ander Hof van beroep.

In dit laatste geval onderricht de procureur-generaal, die de opdracht heeft gegeven, daarvan onmiddellijk den procureur-generaal van het gebied waar de rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten zijn geroepen om op te treden.

ART. 10.

De procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie.

droit de requérir l'assistance de tous les officiers de police judiciaire et de les déléguer pour accomplir, sauf les restrictions établies par la loi, tous les actes de police judiciaire.

Ce droit de réquisition et de délégation n'existe à l'égard des officiers judiciaires institués par la présente loi que s'ils résident dans l'arrondissement du magistrat requérant ou s'ils y sont détachés par le procureur général, conformément à l'article 3, § 2.

Les officiers requis ou délégués sont tenus d'obtempérer aux réquisitions et délégations, et de prêter, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

ART. 11.

Les officiers et agents judiciaires peuvent être chargés par le procureur du Roi de l'exécution des mandats d'amener et d'arrêt et des ordonnances de capture.

ART. 12.

Les officiers judiciaires ont le droit de requérir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'assistance de la force publique et celle des officiers de police judiciaire autres que les juges de paix et leurs suppléants, les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction.

Les fonctionnaires ou agents requis sont tenus d'obéir à ces réquisitions et d'assurer, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

hebben het recht den bijstand in te roepen van al de ambtenaren van rechterlijke politie en ze af te vaardigen tot vervulling van al de akten der rechterlijke politie, behoudens de beperkingen door de wet gesteld.

Dit recht van opeischling en opdracht bestaat ten opzichte van de volgens deze wet ingestelde rechterlijke officieren enkel voor zooveel zij verblijven binnen het arrondissement van den opeischenden magistraat of er zijn afgezonden door den procureur-generaal, overeenkomstig artikel 3, 2^{de} lid.

De opgeëischte of afgevaardigde officieren zijn gehouden te gehoorzamen aan de vorderingen en opdrachten en, zoo er grond voor is, tot uitvoering daarvan te verstrekken de medehulp van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 11.

De rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten kunnen door den procureur des Konings worden belast met de uitvoering van de mandaten tot medebrenging en aanhouding alsmede met de bevelen tot gevangenneming.

ART. 12.

De rechterlijke officieren hebben, in de uitoefening van hun ambt, het recht den bijstand op te eischen van de openbare macht en die der ambtenaren van de rechterlijke politie, andere dan de vrederechters en hunne plaatsvervangers, de procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie.

De opgeëischte ambtenaren of agenten zijn gehouden aan deze vorderingen te gehoorzamen en, zou er grond voor is, tot uitvoering daarvan de medehulp te verzekeren van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 13.

Les chefs des administrations locales ou leurs délégués sont tenus de fournir aux officiers et agents judiciaires, verbalement ou par écrit, si ceux-ci le requièrent, tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les officiers judiciaires munis d'un mandat exprès du procureur du Roi ou du juge d'instruction ont, pour l'exécution de ce mandat, accès dans les bureaux de l'administration communale et faculté de consulter, sans déplacement, tous les registres et documents que possède la police administrative locale.

Le même droit leur est reconnu en cas de crime ou de délit flagrant.

ART. 14.

Les officiers judiciaires sont tenus d'obéir aux réquisitions qui leur sont adressées par le Ministre de la Justice, en matière de police des étrangers.

Donné à Ciergnon, le 10 novembre 1912.

ART. 13.

De hoofden van de plaatselijke besturen of hunne gelastigden zijn gehouden aan de rechterlijke officieren en rechterlijke agenten, indien deze het vorderen, mondeling of schriftelijk alle inlichtingen te leveren tot uitvoering hunner zending.

De rechterlijke officieren, bekleed met eene bepaalde opdracht van den procureur des Konings of van den rechter van instructie, hebben, tot uitvoering van deze opdracht, toegang tot de kantoren van het gemeentebestuur, alsmede het recht, zonder ze te mogen verplaatsen, alle registers en stukken, die in 't bezit van de plaatselijke bestuurspolitie zijn, te raadplegen.

Hetzelfde recht hoort hun toe ingeval van misdaad of van wanbedrijf op heeter daad.

ART. 14.

De rechterlijke officieren zijn verplicht te gehoorzamen aan de vorderingen tot hen gericht door den Minister van Justitie in zake van vreemdelingenpolitie.

Gegeven te Ciergnon, den 10^e November 1912.

ALBERT.

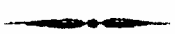
PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft, ter zitting van 18 November 1896 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, een ontwerp van wet nedergelegd tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie. De Middenafdeeling, na het ontwerp op enkele punten gewijzigd te hebben, had het met algemeene stemmen ter aanneming voorgedragen, toen het met verval werd getroffen door de parlementsontbinding van 7 Mei 1900.

Op 21 December 1907 door den achtbaren heer Maenhaut opnieuw voorgesteld, werd het naar eene bijzondere commissie verzonden die het op hare beurt mits enkele wijzigingen eenstemmig aannam en het bij de Kamer voor een spoedig onderzoek aanbevoel. Door de jongste ontbinding verviel het wederom.

Het ontwerp, dat de Regeering de eer heeft aan de Wetgevende Kamers ter overweging aan te bieden, is woordelijk ontleend aan het ontwerp dat in 1908 door de Bijzondere Commissie aangenomen werd. In het verslag namens deze Commissie op 29 Juli 1908 uitgebracht door den achtbaren heer de Broqueville en bij dit ontwerp gevoegd, wordt dezes opvatting uiteengezet : de Regeering verwijst er naar. Sedert lang doet zich de beoefte gevoelen aan eene beter ingerichte, van de bestuurlijke politie onafhankelijke rechterlijke politie, rechtstreeks staande onder het gezag van het parket. Reeds in 1882 werd die instelling door den heer Buis, burgemeester

van Brussel aangeprezen; zonder moeite kon hij aantonen dat, mits enkele waarborgen, geen gevaar daaruit voortvloeien kon voor de zelfstandigheid der gemeenten.

Dat de hervormingen, die door dit ontwerp in de rechterlijke politie ingevoerd worden, dringend zijn, werd nog onlangs door den achtbaren heer Wiener in den Senaat betoond tijdens de bespreking van de Begrooting van het Departement van Justitie voor 1912.

De Regeering meent dat zij aan haren plicht zou te kort komen, indien zij niet, evenals de Commissie van 1908, bij de Kamer aandrang op een spoedig onderzoek van het ontwerp, dat zij de eer heeft haar ter overweging aan te bieden.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

BIJLAGE

VERGADERING VAN 29 JULI 1908.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BROQUEVILLE.

MIJNE HEEREN,

Het u voorgelegde wetsvoorstel reikt voorzeker verder dan zijn veeleer bescheiden titel laat onderstellen. Poogt men eenmaal de wetten en bepalingen op de inrichting van de rechterlijke politie in een wetboek te verzamelen, dan zal daarin ongetwijfeld het aanhangige voorstel eene beduidende plaats innemen, wijl het bestemd is om eene aanzienlijke rol te vervullen bij de beteugeling der misdaden.

Behalve de godsdienstige of zedelijke teugels, wier waarde door niet één onpartijdig criminalist wordt betwist, is de zekerheid van beteugeling de krachtigste hinderpaal voor hen die zich voelen getrokken tot misdaad, wanbedrijf of overtreding.

Eenieders groote voorzorg, zoowel vóór als na het misdrijf, is te ontkomen aan de bestraffing uit naam der maatschappij.

In het algemeen belang, moet het gerecht dus beschikken over zulke middelen, dat de hoop van straffeloos te blijven wordt verijdeld door de zedelijke zeke heid van bestraffing.

Deze zekerheid bestaat, ongelukkig, thans op verre na niet.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 81 (zittingsjaar 1907-1908).

⁽²⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren De Becker Remy, de Broqueville, De Ponthière, Pitsaer en Raemdonck.

Sommige misdaden, bedroevend en opzienbarend, omdat zij uit haren aard schandelijk en verfoeielijk waren, dragen er toe bij om onder de menigte te doen gelooven dat die zekerheid inderdaad niet bestaat.

De openbare meening werd sterk ontroerd door die laffe aanslagen, welke ongestraft bleven.

Sommigen achten deze uiting van de volksmeening overdreven, schier ziekelijk; doch zij strekt tot eer aan den gemoedstoestand en de zedelijkheid van ons volk, en het Parlement zou ongelijk hebben ze te miskennen en niet te bewijzen door daden dat het vast besloten is geene misdaad ongestraft te laten.

Ontkomen de daders van dergelijke misdaden aan het gerecht, dan wijt de volksstem het gereedelijk aan de plaatselijke politie; deze wordt dan beschuldigd van gebrek aan ijver, bedrevenheid, ja zelfs van ontoereikendheid. In den jongsten tijd wogen zulke vermoedens en beschuldigingen inzonderheid op de Brusselsche politie. Toch is dat volstrekt onverdiend.

De politie der hoofdstad schijnt goed ingericht te zijn; zij telt mannen van wezenlijke waarde, met onbetwistbaren ijver bezielde; doorgaans zijn zij uitmuntend geleid; doch, uit hoofde van de wet zelve, kleeft er eene erflek op hunne werking: zij behooren immers, evenals alle Belgische politie-inrichtingen, tot een plaatselijk lichaam, wiens werkkring niet verder strekt dan het beperkt gebied der gemeente en enkel kan uitgebreid worden na inachtneming van formaliteiten waaraan de overtreders niet zelden hunne ontsnapping hebben te danken.

Onbetwistbaar moet de kunst om misdaden en misdadigers op te sporen en te ontdekken gelijken tred houden met den vooruitgang der kunst om te veinzen of te ontkomen; zij moet zelfs trachten deze laatste te overtreffen door hare inrichting, hare middelen, evenals door de bedrevenheid harer dienaren.

In de toelichting van dit verslag zullen wij de gelegenheid vinden om op al deze punten terug te komen.

De achtbare heer Maenhaut, getroffen bij het zien dat zoovele misdrijven straffeloos blijven, komt een wensch te gemoet van de openbare meening, waar hij tracht de betengeling zoo doeltreffend mogelijk te maken; daarmee verdient hij gelukwensching.

Uwe Commissie juicht dus zijn voorstel toe en tracht het uit alle macht te steunen.

De achtbare heer Maenhaut herinnert zulks in de toelichting van zijn voorstel; hij maakte gebruik van zijn recht tot voordracht om een ontwerp van wet, dat den 18^{en} November 1896 werd overgelegd door den achtbaren heer Begerem, toenmalig Minister van Justitie, over te nemen en in te dienen.

Te dien tijde werd het ontwerp der Regeering, mits menigvuldige opmerkingen door de afdeelingen der Kamer goedgekeurd door 51 stemmen; 6 leden stemden tegen en 1 lid onthield zich.

Eene middenafdeeling werd aangesteld onder voorzitterschap van den achtbaren heer Beernaert; daarvan maakten deel uit: de heeren de Trooz,

Fris, Van Cauwenbergh, Raepsaet, Ronse en Ligy. Het ontwerp werd er breedvoerig en nauwkeurig onderzocht.

Ten slotte werd door de Middenafdeeling, uitgaande van de opvatting en de groote lijnen des ontwerps, een tekst opgemaakt, die, zonder nieuwigheden of grondige veranderingen in te voeren, menige wijziging bracht in het ontwerp der Regeering.

De achtbare heer Ligy billijkte die wijzigingen in een verslag, door-drongen van den helderzienden en practischen geest des schrijvers; den 23^e Juni 1897 werd dit verslag neergelegd op het bureel der Kamer.

Dat is de korte geschiedenis der zaak, tot den dag waarop aan uwe Bijzondere Commissie werd opgedragen het onderzoek van het voorstel dat de achtbare heer Maenhaut, ter zitting van 21 December 1907, heeft toege-licht.

Reeds bij hare eerste vergadering betuigde uwe Commissie hare voor-keur voor den tekst die vroeger werd opgemaakt door de Middenafdeeling. De achtbare heer Maenhaut wilde zich wel aansluiten bij deze zienswijze.

Uwe Commissie, die algemeene instemming en spoedig doorwerken ver-lange, kwam in aanraking met den achtbaren Minister van Justitie.

Deze nam den nieuwen tekst aan, als minnelijke schikking, maar behield zich voor, daarin wijzigingen te brengen van ondergeschikt belang, waar-mede uwe Commissie ruimschoots rekening hield.

Alvorens het voorstel, waarover de Regeering, de achtbare heer Maenhaut en uwe Commissie het eens werden, uiteen te zetten en te billijken, is eene lange uitweiding noodig.

Naar aanleiding van dit voorstel, in 1897, door de afdeelingen der Kamer en wordt thans door uwe Commissie opgeworpen de vraag of het niet raadzaam ware, ten minste in het landelijk gedeelte van het Rijk, aan de leden van het aan te stellen personeel het ambt van openbaar ministerie bij de kantonale rechtbanken op te dragen.

Dit denkbeeld werd reeds in zekere mate opgevat door eene buiten het Parlement aangestelde commissie — zie *Stukken der Kamer*, zittingsjaar 1878-1879, Bijlagen, bladzijden 56 en 57. Volgens die commissie, dienden er overal kantonale politie-commissarissen te worden aangesteld om er den dienst der rechterlijke politie te verzekeren. Aldus kwam men heel dicht bij het denkbeeld om hun het openbaar ministerie op te dragen.

In meest alle landelijke gemeenten, kantonschouffplaatsen, vervult de politie-commissaris het ambt van officier van het openbaar ministerie, krach-tens ontvangen opdracht.

Dit stelsel levert drie hoofdbezwaren op :

1^o Het verzwakt den dienst van de administratieve of preventieve politie;

2^o Het legt ééne enkele gemeente den last op van eenen dienst, aan verscheidene gemeenten bewezen;

5^o Het ontnaemt, in de toekomst, aan de vertegenwoordigers der bijzondere rechterlijke politie een deel van de ambtsbevoegdheid dat zeer leerrijk en nuttig kan zijn voor de vervulling van hunne taak.

Onbetwistbaar is het voor de goede leiding der preventieve politie hinderlijk dat het ambt van openbaar ministerie wordt waargenomen door de commissarissen.

Om zich daarvan te overtuigen, bedenke men even welk bijkomend werk de commissarissen als openbaar ministerie op zich nemen.

Om te beginnen, moeten zij nauwkeurig onderzoeken of al de overgelegde stukken of processen-verbaal tot hunne bevoegdheid behooren; vervolgens, of die stukken regelmatig opgesteld, volledig en naar den eisch der wet ingediend zijn; zooniet, moeten zij de leemten aanvullen door bemiddeling van den bevelhebber der gendarmerie van het gebied.

Zijn het proces-verbaal en de stukken behoorlijk aangevuld, dan moeten de commissarissen al de inlichtingen over de beklaagden inwinnen bij de daartoe aangeduide overheidspersonen in de verblijfplaats, ja soms in de vroegere verblijfplaatsen der betichten; verder moeten zij aan het departement van Justitie een uittreksel uit het eventueel strafregister vragen.

Nadat al de stukken behoorlijk zijn bijeengebracht, stellen de commissarissen, officieren van het openbaar ministerie, het dagingsverlof op, en om gerechtskosten uit te sparen, maken zij zelf de afschriften op van de dagvaarding, die den beklaagde moet overhandigd worden. (Omzendbrief van den procureur-generaal, 13 Maart 1903.)

Zij wonen de zittingen van enkele politie bij.

Aan de bij de wet voorziene overheden stellen zij ter hand een staat van de veroordeelingen uitgesproken ten laste van de betichten die in hunne gemeente verblijven.

Zij zorgen voor de tenuitvoerlegging der vonnissen. Op advies van den ontvanger der registratie, doen zij de beteekeningen aan hen die in gebreke blijven, de hun opgelegde boeten te betalen; de bevelschriften tot hechtenis, uitgebracht tegen de wederspannigen, worden door hen opgesteld en ter uitvoering overgemaakt, en zij geven den ontvanger kennis van het daaraan gegeven gevolg.

Zij brengen een omstandig verslag uit en geven hun advies over elk verzoek om genade; daarvan geven zij kennis aan den bevoegden ontvanger.

Voor sommige vonnissen moeten zij de bevoegde ministers verwittigen, en in zake van wegeis geven zij bericht aan den hoofdinspecteur provinciaal bestuurder.

Eindelijk moeten zij mededeeling doen van de stukken aan de advocaten en soms, op dezer aanvraag, ze aanvullen, enz., enz.

Slaat men een blik op de statistiek der zaken die voor de kantonnale rechtbanken worden gebracht, dan ziet men dadelijk in, hoeverre het ambt van officier van het openbaar ministerie den tijd der politie-commissarissen in beslag neemt, en hoe schadelijk dit is voor den dienst der preventieve

politie. Is het wel billijk, dat de kantons-hoofdplaats alleen den last drage van dien gemeenschappelijken dienst voor al de gemeenten van het gebied?

Volgens eene oude spreuk wordt de vraag door zichzelf opgelost.

Doch in denzelfden gedachtengang, bestaat er eene derde groep van bedenkingen, wellicht de belangrijkste uit een practisch oogpunt; zij kunnen worden samengevat als volgt :

A. Het strafgerecht in zijn geheel zou er alles bij winnen, zoo het in elk rechterlijk kanton een bijzonderen vertegenwoordiger had ; maar waar-schijnlijk zal men opzien tegen de kosten. Doch, zoo de ambtsbediening van dien agent gepaard ging met die van officier van het openbaar ministerie, dan konden de kosten worden verdeeld onder den Staat, de hoofdplaats van het kanton en de daarbij betrokken gemeenten. Zelfs kan de vraag worden gesteld of men aan de gemeenten, die hoofdplaats zijn van een arrondissement of van een rechterlijk kanton, niet dient te veroorloven dit nieuwe ambt tot stand te brengen.

B. Het ambt van kantonnaal rechterlijk officier samenvoegen met dit van officier van het openbaar ministerie, ware (met de minste kosten) hetzelfde als het aanstellen van kantonnale substituten, zooals nagenoeg dertig jaar geleden werd aanbevolen door de extra-parlementaire Com-missie en nog onlangs werd gevraagd door ons achtbaar medelid, den heer Le Paige.

C. De kantonnale rechterlijke officier, krachtens zijn ambt zelf van openbaar ministerie, zou, evenals een rechter van instructie, de bevolking en de gewone misdadigers kennen; om die reden zou hij een onschatbaar bediende zijn voor het strafgerecht.

D. Dergelijke inrichting ware hoogst doelmatig in zake van landelijke politie.

In weerwil van deze ernstige en practische beschouwingen, achtte uwe Commissie het niet noodig die denkbelden in amendementen te vertolken, en wel om deze drie hoofdredenen :

1^o Het doel van het wetsvoorstel is de rechterlijke politie en niet de inrichting van het openbaar ministerie. Welnu, zoo een goede wetstekst duidelijk moet zijn, sluit hij vooreerst uit alles wat verwarring zou kunnen medebrengen.

2^o Het wetsvoorstel is geen hinderpaal voor de denkbelden, daarover in de Kamers evenals in uwe Commissie te berde gebracht; het is veeleer een stap naar de verwezenlijking daarvan;

3^o Het opnemen van amendementen van dien aard zou zeker nieuwe en langdurige debatten uitlokken. Het zou dus het aannemen vertragen van eene wet, door de openbare meening dringend gevraagd. Uwe Commissie heeft die verantwoordelijkheid niet willen op zich nemen.

Mijne Heeren, het is schier overbodig u te herinneren dat straffeloosheid

heel dikwijls te wijten is aan de veelal tot het uiterste gedreven beperking van den werkkring der rechterlijke politie.

Reeds op 20 November 1879, teekende de heer Thonissen in de Kamer den toestand als volgt :

« De talrijkste officieren van politie, zegde die uitstekende rechtsgeleerde, diegene juist welke door hun ambt rechtstreeks en onophoudelijk in aanraking zijn met de bevolking, welke de eerste het plegen van misdaden op heeterdaad kunnen vernemen, bezitten maar eene plaatselijke, uiterst beperkte bevoegdheid. » En verder : « De burgemeesters, schepenen, commissarissen van politie, de veld- en boschwachters verliezen hunne bevoegdheid en hunne macht zoodra zij een voet zetten buiten de grenzen hunner gemeente.

» In de groote centrums, is het den politie-commissaris, die voor de grens zijner gemeente komt te staan, heel dikwijls onmogelijk persoonlijk al de spoedvereischende verrichtingen te doen, die hij krachtens artikel 49 van het Wetboek van Strafvordering zou moeten doen ⁽¹⁾. »

Sedert de heer Thonissen aldus sprak, is de toestand niet merkkelijk verbeterd.

De middelen tot opsporing, waarover het strafgerecht beschikt, zijn over 't algemeen dezelfde gebleven. De behendigheid in het plegen van misdaden of wanbedrijven schijnt daarentegen zoo zeer te zijn toegenomen, dat de weerga ervan nog enkel te vinden is in het gemak om zich uit de voeten te maken, door het hedendaagsch vernuft ten dienste der misdadigers gesteld.

Wat vermogen daartegen de ijver en de behendigheid van agenten die gedurig in hunne opsporingen worden tegengehouden door als 't ware voorhistorische wetsbepalingen, zelfs soms door gebrek aan geldmiddelen? Is het dan te verwonderen dat zooveel booswichten aan de wettelijke bestraffing ontsnappen?

Zooals de achtbare heer Ligy het herinnerde in zijn verslag, werd het echte hulpmiddel reeds in 1887 aangewezen door een magistraat met veel ervaring en hooge bevoegdheid :

« Men moet, zegde hij, aan de parketten officieren van rechterlijke politie toevoegen, rechtstreeks staande onder het gezag van de procureurs des Konings en bevoegd om over een uitgestrekt grondgebied het ambt uit te oefenen, door het Wetboek van Strafvordering toevertrouwd aan de politieofficieren die den procureur des Konings ter zijde staan.

» Dat zou de moeilijkheden uit den weg ruimen, die voor het aanhouden of opsporen van booswichten voortspruiten uit de noodzakelijkheid om de navorschingen te beperken binnen een zeer engen kring en om vervolgens, ingeval de beschreven persoon niet ontdekt is en schijnt te verblijven in

(1) *Stukken der Kamer*, zittingsjaar 1879-1888, blz. 298, 2^e kol.

eene naburige gemeente of een naburig kanton, nieuwe bevelen tot opsporing uit te vaardigen, die nogmaals kunnen te laat komen. Men mag van een procureur des Konings, van een onderzoeksrechter, van een luitenant der gendarmerie niet eischen dat zij het arrondissement afloopen op zoek naar de misdadigers. Waarom die zending niet opgedragen aan een bijzonder politieofficier, staande onder de bevelen van het hoofd van 't parket? Wanneer talrijke diefstallen worden gepleegd op verschillende plaatsen van het arrondissement, zal de aan het parket toegevoegde politieofficier beter dan de politieofficiëren met beperkte plaatselijke bevoegdheid in staat zijn om de daders dier misdrijven op te sporen. Hij zal de opsporingen kunnen leiden met die eenheid zonder welke zij moeilijk kunnen slagen. Hij zal persoonlijk de omstandigheden kunnen vaststellen, waaronder de misdaden werden gepleegd; hij zal al de kenteekenen opnemen en uit zijne gezamenlijke vaststellingen gevolgtrekkingen afleiden, die hem misschien op het spoor der misdadigers zullen brengen ⁽¹⁾ ».

Het onderzoek, in de afdeelingen, van het ontwerp in 1896 door de Regeering ingediend, gaf aanleiding tot twee opmerkingen van algemeenen aard: eensdeels werd door sommige leden de meening geuit dat het ontwerp inbreuk zou maken op de rechten der gemeenteoverheid en derhalve eene krenking zou wezen van de zelfstandigheid der gemeenten.

Dat verwijt was niet van ernst ontbloomt.

België is immers als 't ware de bakermat der gemeentelijke zelfstandigheid. Aan die zelfstandigheid hebben wij grootendeels het besef en het behoud, door de eeuwen heen, van al onze vrijheden en misschien zelfs de wording van ons nationale zelf-zijn te danken.

De gedragslijn der Middenafdeeling van 1897 getrouw, heeft uwe Commissie zorgvuldig gezorgd dat de belangen van het strafgerecht werden overeengebracht met de volstreckte inachtneming van de zelfstandigheid der gemeenten.

Zooals voorheen blijft de bestuurlijke politie volkomen eene gemeentelijke politie. Beide soorten van politie blijven volstrekt gescheiden: zij kunnen op malkanders bevoegdheid geene inbreuk maken. Meer nog: het voorstel eerbiedigt zoo zeer het verleden dat geen van al de personen, heden bekleed met het recht om de rechterlijke politie uit te oefenen, ervan beroofd wordt.

De burgemeester blijft in bezit van al zijne bevoegdheden, hij is en blijft het eenig hoofd der administratieve en preventieve politie.

Voorheen heeft het vereenigen van de bestuurlijke en van de rechterlijke politie in dezelfde handen, geen inbreuk hoegenaamd gemaakt op de zelfstandigheid der gemeente.

Hoe zouden beambten, die onder geen voorwendsel hoegenaamd zich te

(1) Opmerkingen over het eerste boek van het ontwerp van *Wetboek van Strafvordering*, door P. VAN ISEGHEM. Procureur des Konings, te Kortrijk, bladz 10.

bemoeien hebben met de gemeentelijke politie, de rechten der gemeenten krenken op om 't even welke wijze?

De aangenomen amendementen maken alle vrees daaromtrent onmogelijk.

Die eerste tegenwerping (wellicht gewettigd door den eersten tekst van het ontwerp) uit den weg geruimd zijnde, onderzoeken wij nu kortbondig de tweede :

Men drukte vroeger de vrees uit dat door middel van die wet eene hoogere politie met eene politieke strekking mocht tot stand komen. Uit den tekst zelf van het gewijzigd voorstel blijkt dat die vrees heel en al ongegrond is.

Het tot stand brengen van eene hoogere politie met politieke strekking, ware volkomen in strijd met een volksgeest die het land tot eere strekt.

Op dat gebied willen wij allen, wie wij ook zijn, het volle genot van alle vrijheden hebben; wij verwerpen met naijverige fierheid alle belemmeringen van waar die ook komen en vooral indien zij uitgaan van de Regeeringsmacht.

Mocht het ontwerp andere beginselen of andere gebruiken huldigen, dan zou het eene miskennis zijn zoowel van de inzichten van hem die het indiende als van die der Commissie. Het heeft maar één doel en kan geen ander hebben : op vollediger en zekerder wijze te zorgen voor de beteugeling van misdaden, wanbedrijven en overtredingen.

Het ontwerp vertolkt die gedachte op gepaste wijze, door de rechterlijke officieren en agenten te plaatsen onder het hooger gezag en het toezicht van den procureur-generaal en onder de leiding der procureurs des Konings. De politieke overheden hebben hoegenaamd niets te zien in de werking van het nieuw personeel, tenzij voor de rechten hun toegekend door de wet op de vreemdelingenpolitie.

De gansche inrichting, van laag tot hoog, is dus uitsluitend eene rechterlijke politie; zij draagt geen spoor hoegenaamd van politieke politie.

België is een der zeldzame goed ingerichte landen waar de parketten niet beschikken over eene afzonderlijke rechterlijke politie. De rechterlijke agenten bestaan in alle landen waar men practisch bekommerd is met het volledig beteugelen van de misdaden; nergens heeft men zich, met meer zorg dan wij het hier doen, beijverd om de zending der rechterlijke politie niet te doen ontaarden.

Na de algemeene beteekenis der wet duidelijk te hebben bepaald en omschreven, heeft uwe Bijzondere Commissie de artikelen grondig onderzocht.

Deze artikelen, zooals zij die gewijzigd heeft, schijnen haar de vaste, gepaste en practische vertolking te zijn van denkbeelden welke ongetwijfeld die der gansche Kamer zullen zijn.

Het verlag, in 1897 door den achtbaren heer Ligy overgelegd, ontwikkelt in uitnuttende bewoordingen de omstandige bepalingen van het ontwerp. Uw verslaggever meent wijselijk te handelen, door dien tekst grootendeels over te nemen. Enkel die wijzigingen bracht hij er in, welke

werden gevraagd door de wenschen en de amendementen uwer Bijzondere Commissie, en hij rekent het tot zijn plicht, den achtbaren heer Ligy voor zijne uitgebreide studie eene welverdiende hulde te brengen.

ARTIKEL 4.

Het is van ernstig belang, alle verwarring te vermijden die, door eene gelijkaardige of nagenoeg gelijkaardige benaming, zou kunnen ontstaan tusschen de vertegenwoordigers der uitsluitend rechterlijke politie en die der bestuurspolitie.

Insgelijks dient zooveel mogelijk te worden vermeden al wat bij de eersten eene herinnering kan wezen aan het ambt en aan de rangopvolging der tweeden.

Het onderscheid moet klaarblijkend en volledig zijn van den beginne af. Dat zette uwe Commissie aan, voor het nieuw personeel de benaming « commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van rechterlijke politie » te vervangen door deze : « rechterlijke officieren en rechterlijke agenten ». De tekst der wet zou in dien zin gewijzigd worden.

Het instellen van rechterlijke adjunct-officieren scheen niet wenschelijk. De agenten van hooger rang moeten immers allen kunnen geroepen worden om dezelfde bediening uit te oefenen. Dat is hoogst wenschelijk in het belang der zending welke zij te vervullen hebben. Zij moeten gelijke voorrechten, rechten en macht bezitten. Het ware dus onlogisch, rechterlijke officieren in te stellen, die de onderhoorigen zouden zijn van andere officieren.

In het kader der bestuurspolitie moeten adjunct-commissarissen bestaan om reden van bestuurlijken aard die in het oog springen. Bij de rechterlijke politie moet er integendeel maar één soort agenten zijn van hooger rang, namelijk de rechterlijke officieren die, alleen een bijzonder kader uitmakende, de hoedanigheid zullen hebben van officieren der rechterlijke politie, den procureur des Konings ter zijde staande.

Naar de meening uwer Commissie, zouden de rechterlijke agenten de hoedanigheid niet hebben van rechterlijk officier van politie, den procureur des Konings ter zijde staande. Hunne zending schijnt die hoedanigheid niet mede te brengen.

Immers, alhoewel zij onder het hooger bestuur staan van den procureur des Konings, zullen zij optreden onder de onmiddellijke leiding van den rechterlijken politieofficier, dien zij zullen ter zijde staan; tevens zullen zij zich uitsluitend inlaten met de opzoekingen en opsporingen binnen de grenzen, door de overheid bepaald.

Deze zending heeft niets gemeens met die welke de rechterlijke officieren van politie, den procureur des Konings ter zijde staande, dikwijls moeten vervullen. Voor het overige acht uwe Commissie het redelijk dat de rechterlijke officieren en agenten onder elkander worden gerangschikt en eene tabel der jaarwedden opgemaakt volgens de beginselen van ons Staatsrecht.

ART. 2 et 3.

De voorgestelde wijzigingen zijn eenigszins oí gelgd door het gebruik en gerechtvaardigd door de benamingen, aangenomen in het eerste artikel.

De Middenafdeeling had vroeger voorgesteld, aan artikel 2 een tweede lid toe te voegen betreffende tuchtstraffen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat het niet moet worden behouden, vermits de kwestie der tuchtstraffen wordt behandeld in artikel 6 (vroeger 5^{bis}).

ART. 4.

Naast eene verandering in den tekst, ten gevolge van de wijziging aangenomen in het eerste artikel, stelt uwe Commissie voor, dat de rechterlijke agenten den vereischten eed afleggen niet in handen van den officier, wiens ondergeschikten zij zouden zijn, maar in handen van den procureur des Konings.

Daar de rechterlijke agenten den eed moeten afleggen, schijnt het beter overeen te stemmen met den zin en den tekst der wet, dat die eed afgenomen worde door het hoofd dat den dienst leidt en, in dit geval, door den procureur des Konings.

ART. 5 EN 6.

Door het eerste artikel van het voorstel des heeren Maenhaut, komt de jaarwedde der rechterlijke officieren en agenten ten laste van den Staat; in artikel 5 wordt het grondbeginsel toegepast : het bepaalt immers dat de jaarwedden, de geringe uitgaven en de reis- en verblijfkosten bij koninklijk besluit geregeld worden.

Alhoewel zij aannemt dat de bedoelde uitgaven door den Staat worden gedragen, dacht uwe Bijzondere Commissie den vorm der voorgestelde bepalingen te moeten wijzigen.

Het komt niet overeen met de beginselen van ons Staatsrecht, dat de Koning, krachtens eene volmacht door de wet, bevoegd zij om de jaarwedden der ambtenaren te bepalen. Deze jaarwedden moeten, zoo zij niet door de organieke wet zelf zijn vastgesteld, onderworpen blijven aan het nazicht der Kamers, wanneer zij de begrooting aannemen. Dat nazicht zou enkel in schijn bestaan, indien de wet, zooals de oorspronkelijke tekst van artikel 5 schijnt te zeggen, de rechten der wetgeving opdroeg aan den Koning.

Dat bedoelt het ontwerp voorzeker niet, maar dan nog ware het verkieslijk, den tekst beter te doen overeenstemmen met de grondwettelijke beginselen, door er slechts in te schrijven de verplichting voor den Staat om de in te stellen agenten te bezoldigen.

De wet toepassend, volgens het recht hem door artikel 67 der Grondwet verleend, zal de Koning hunne jaarwedden voorloopig bepalen.

De Kamers, bij de beraadslaging over de Begrooting geroepen om de noodige kredieten betreffende de uitgaven van dien dienst toe te staan, zullen de voorstellen, welke de Regeering haar zal doen, goedkeuren of wijzigen en daardoor zelf zal de toestand der nieuwe ambtenaren geregeld worden.

De artikelen 5 en 6 van het ontwerp uwer Bijzondere Commissie bekrachtigen deze beginselen.

De uitdrukking : « geringe uitgaven » moet worden begrepen in den zeer bepaalden zin, haar gegeven door artikel 69 der provinciale wet en door de wet van 19 April 1892.

Voor de tuchtstraffen, waarvan artikel 6 spreekt, zal het koninklijk besluit, ter uitvoering van dit artikel te nemen, de straffen bepalen en de voor de toepassing bevoegde overheid aanwijzen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat het recht om de rechterlijke agenten voor een beperkten tijd te schorsen, aan den procureur-generaal kan overgelaten worden.

Deze regel kan zelfs van toepassing worden gemaakt op de rechterlijke officieren, alhoewel deze door den Koning worden benoemd.

Dat ware in overeenkomst met de thans gevolgde regelen.

Trouwens kunnen de gemeentelijke politie-commissarissen, wier benoeming en afstelling aan den Koning zijn opgedragen, geschorst worden door den burgemeester en door den gouverneur der provincie. (Gemeentewet, art. 123.)

ART. 7.

Artikel 7 legt de inrichtingskosten van den nieuwen dienst ten laste van de provinciën en van de gemeenten.

Die verdeeling der uitgaven, een gevolg van de bepalingen der artikelen 69, 1^o tot 3^o, van de provinciale wet, en 13, 8^o, van de gemeentewet, scheen volstrekt billijk.

Uwe Commissie zou er een groot bezwaar in zien, de gemeentebesturen het recht te geven om hare rechterlijke officieren in om 't even welk lokaal te verwijzen.

In het belang hunner zending moeten hunne kantoren op het gemeentehuis zijn, ten minste als het gemeenten geldt, die geen hoofdplaatsen zijn van een rechterlijk arrondissement.

Slecht gezinde gemeenten konden de werking van het gerecht belemmeren door hem een lokaal te geven, dat door zijne bestemming, zijne schikking, zelfs zijne ligging buiten het centrum, aan de vertegenwoordigers der rechterlijke politie de uitoefening van hun ambt lastig maken zou.

Welnu, de gemeentebesturen zullen tot plicht hebben, de rechterlijke politie hare zending te helpen vervullen en, om de van haar verwachte diensten te bewijzen, zal de rechterlijke politie gestadig met de politie der gemeente in betrekking moeten zijn.

Art. 8.

Artikel 8 bepaalt de ambtsbezigheden van de rechterlijke officieren.

Terwijl de commissarissen en adjunct-commissarissen eene administratieve en tevens eene rechterlijke zending moeten vervullen, zullen de rechterlijke officieren en agenten volstrekt niet moeten handelen op het gebied der bestuurspolitie.

Daarmede zullen zij zich niet moeten bemoeien en zij zullen geen gezag mogen voeren over eenig agent der plaatselijke politie.

De handhaving der openbare orde, waar ook, zal gansch buiten hunne bevoegdheid staan.

Met een woord, zij blijven vreemd aan al wat behoort tot het gebied der bestuurspolitie. Zij kunnen slechts optreden op gerechtelijk gebied.

De rechterlijke politie, zegt de heer Giron in zijn *Traité de droit administratif* ⁽¹⁾, « spoort de misdrijven op welke de bestuurlijke politie niet kon beletten, verzamelt de bewijzen en levert de daders over aan de rechtbanken, door de wet gelast ze te straffen ».

Dat zal de eenige zending der rechterlijke officieren zijn en daarin zullen de rechterlijke agenten ze bijstaan. Zij zullen dezelfde rechten hebben als al de officieren van politie die den procureur des Konings ter zijde staan.

De Middenafdeeling van 1897 had in het tweede lid van artikel 8 de woorden opgenomen : « en de wezenlijke bevoegdheid ». Wij oordeelen het beter die weg te laten, want zij zijn bepaald overtoollig, daar de gedachte duidelijk en geheel door de voorgaande woorden wordt uitgedrukt.

Om aan de tegenwoordige en latere behoeften te beantwoorden, heeft uwe Commissie dus eenen tekst aangenomen, die dit doel beoogt :

De rechterlijke officieren op gelijken rang te plaatsen met de politiecommissarissen en hun daardoor de rechten te verleen, die aan deze laatsten zijn toegekend door de bestaande wetten, — hun nochtans, bij het van kracht worden van het nieuw Wetboek van Strafvordering, al de rechten te schenken die dit Wetboek zal verleen aan de officieren der rechterlijke politie, welke den procureur des Konings terzijde staan : dit alles bedoelt het tweede lid van artikel 8.

Volgens de slotbepaling van artikel 8 van het voorstel hebben de rechterlijke officieren gelijk gezag met de commissarissen en adjunct-commissarissen der gemeentelijke politie, alsmede met de burgemeesters en schepenen en hebben zij zelfs recht van voorrang op hen.

De Middenafdeeling van 1897 had er aan toegevoegd de woorden : « in zooverre deze het ambt van politiecommissaris waarnemen ». Uwe Commissie stelt U voor, die woorden te doen wegvallen, als zijnde zonder nut en misschien zelfs schadelijk.

Het is trouwens klaarblijkend dat in een wetsontwerp, uitsluitend de rechterlijke politie bedoelend, de rang van verschillende ambtenaren maar

(1) *Droit administratif*, III, n° 1150.

kan geregeld worden voor de uitoefening dier politie. Moest men verder gaan, dan stelt men er zich aan bloot, twijfel te doen ontstaan over de algemeene bevoegdheden der rechterlijke politie.

Wanneer de burgemeester en de schep en niet het ambt van officier der rechterlijke politie waarnemen en slechts handelen als bestuursambtenaren, kan er geen « gelijk gezag » bestaan tusschen hen en de rechterlijke officieren, daar deze enkel bevoegd zijn in zake van rechterlijke politie en met uitsluiting van alle bevoegdheid in bestuurspolitie.

De rechterlijke agenten doen slechts opsporingen en vragen inlichtingen; behoudens het geval van heeterdaad, — Wetboek van Crimineele Strafvordering, 106 —, handelen zij onder het toezicht en de leiding hunner oversten. Hunne bevoegdheden vloeien voort uit artikel 11, uit het tweede lid van artikel 12 en uit het eerste lid van artikel 13.

De juiste zin der woorden : « gelijk gezag en zelfs recht van voorrang » dient te worden bepaald.

De Minister van Justitie die het ontwerp, door den heer Maenhaut overgenomen, voorstelde, bepaalde zelf, in een antwoord op de Middenafdeeling van dien tijd, wat men onder die woorden moet verstaan.

« Volgens de Regeering, zegde hij, geeft het ontwerp aan de nieuwe officieren der rechterlijke politie het recht niet om uit de handen van de gemeenteoverheid een onderzoek te nemen, door deze reeds begonnen. De tekst der slotparagraaf van artikel 8 heeft die bedoeling hoegenaamd niet. »

De woorden : « gelijk gezag en recht van voorrang » kunnen hier geen anderen zin hebben dan in artikel 11 van het Wetboek van Crimineele Strafvordering, in artikel 15 der wet van 25 Juli 1891 op de politie der spoorwegen en in de artikelen 33 en 60 van het nieuw Wetboek van Strafvordering, door de Kamer aangenomen. Aangaande artikel 33, krachtens hetwelk de politie-commissarissen gelijk gezag hebben als de veld- en boschwachters en zelfs voorrang hebben op dezen tot het opsporen der strafbare feiten, strekkende tot benadeeling van veld- en boscheigendommen, gaf het verslag van den heer Thonissen, namens de parlementaire commissie uitgebracht, de volgende toelichting : « Als het ontwerp zich bedient van » de woorden : « recht van voorrang », dan is dat in den zin, daaraan » gehecht door de rechtsleer en de rechtspraak. Wanneer de commissaris van politie de eerste begon met eene opsporing betreffende een » misdrijf, strekkende tot benadeeling van veld- en boscheigendommen, » heeft hij het recht die procedure voort te zetten, zelfs wanneer een » veld- of boschwachter zich aanbiedt om zelf die overtreding vast te stellen. » Maar zoo de wachter, van zijnen kant, handelde voordat de commissaris » aankwam, m. a. w., zoo deze hem niet voorging, dan blijft de zaak » den wachter wettig onderworpen en kan hij zelf de procedure voortzetten ⁽¹⁾. »

(1) *Stukken der Kamer* jaar 1879-1880, bladz. 310-311, en de gezaghebbende schrijvers, in het verslag van den heer Thonissen aangehaald.

« Dezelfde traditioneele zin dient te worden gehecht aan den tekst van artikel 8 van het huidig ontwerp. Hij moge uit eigen beweging of op verzoek opgetreden zijn, toch zal de gemeente- of regeeringsambtenaar, wien de zaak eerst werd onderworpen, de opsporing mogen voortzetten. Zoo officieren der twee politien terzelfder tijd aankwamen, zouden de officieren der nieuwe rechterlijke politie den voorrang hebben; dit zou natuurlijk voortvloeien uit hunne bijzondere opdracht.

» Men zou overigens den aard der nieuwe officieren van politie verkeerd beoordeelen, moest men ze aanzien als ambtenaren van ondergeschikten rang. Naar den geest van het ontwerp, bekleeden zij integendeel in de rangopvolging van de officieren der rechterlijke politie een hoogen rang. Met dit doel geeft artikel 10 hun het recht, in de uitoefening van hun ambt den bijstand op te eischen van de openbare macht, alsmede van de andere officieren der rechterlijke politie behalve de vrederechters en hunne plaatsvervangers, de procureurs des Konings en hunne substituten en de rechters van instructie. Naar mijne meening moet hun toestand van dien aard zijn dat het puik van de officieren der gemeentepolitie er naar reikhalzen zou. Dit vooruitzicht zou voor hen een spoorslag zijn en zou het nieuwe kader nog eene betere aanwerving verzekeren. »

Deze uitleggingen bepalen den zin van de woorden « gelijk gezag » en « recht van voorrang », zin dien de criminalisten aan die woorden hechten; er kan dus geen twijfel meer bestaan omtrent de beteekenis van den tekst waarbij uwe Commissie zich aansloot.

ART. 9.

De nieuwe tekst van § 2 van artikel 9 heeft een tweevoudig doel :

1^o De bewoordingen van dit artikel overeen te brengen met de bepalingen van artikel 14 betreffende de vreemdelingenpolitie.

2^o De formaliteiten te vereenvoudigen voor het geval waarin de rechterlijke officieren en beambten geroepen zijn, hun ambt uit te oefenen binnen het gebied van een Hof van Beroep waarin zij hunne verblijfplaats niet hebben.

Zoo het ontegensprekelijk nuttig is, dat in zekere gevallen, de nieuwe agenten buiten het gebied hunner gewone ambtsbevoegdheid, de opsporingen kunnen voortzetten, die zij geroepen zijn te doen, dan toch is het noodig dat hun optreden niet afhangt van het vervullen van ingewikkelde formaliteiten, noch door deze belemmerd wordt.

Het bericht dat de procureur-generaal van wien de agent afhangt, aan zijnen collega zendt, over den aard en de uitgestrektheid van zijne opdracht, zal volstaan om de rangopvolging te doen eerbiedigen; de procureur-generaal, die het bericht ontvangt, zal onmiddellijk aan de rechterlijke overheden, die onder zijn bevel staan, de aanwezigheid melden van den beambte binnen hun gebied, alsmede de zending die hij er te vervullen heeft.

Er werd gevraagd onder wiens leiding de beambten zullen staan, die tijdelijk in een ander arrondissement of binnen het gebied van een ander Hof van Beroep zullen optreden.

Het blijkt dat de aldus afgevaardigde agenten slechts zullen kunnen handelen onder de leiding van den procureur des Konings van het rechterlijk arrondissement waarin zij zich bevinden, omdat deze magistraat in dit arrondissement dienstoverste is en al de hulpambtenaren van de rechterlijke politie aldaar onder zijne onmiddellijke bevelen staan.

ART. 10.

Artikel 10 van het voorstel der Bijzondere Commissie heeft eene algemeene strekking; het is nuttig daarop te wijzen.

Het bevestigt, voor de procureurs des Konings, voor hunne substituten en voor de onderzoeksrechters, een recht dat zij feitelijk bezitten, doch dat hun, buiten het geval van heeterdaad (artikelen 52 en 59 van het Wetboek van Strafvordering), door geen enkelen wetstekst uitdrukkelijk toegekend wordt.

Uwe Commissie erkende het nut dier bepaling.

Zij is ook van meening dat het den procureurs des Konings, hunne substituten en de onderzoeksrechters geoorloofd moet worden, de rechterlijke officieren af te vaardigen evengoed als de commissarissen van politie en de andere officieren van de rechterlijke politie, ten einde alle akten van rechterlijke politie uit te voeren, die hun door de wet niet verboden zijn. Zoo zullen namelijk de rechterlijke officieren, — maar niet de agenten, — evenals de commissarissen van politie en de burgemeesters, opdracht kunnen ontvangen om huiszoekingen te doen en beslag te leggen in de zaken die hun in 't bijzonder worden opgedragen.

Geen twijfel kan daaromtrent bestaan.

ART. 11.

Uwe Commissie stelt voor, artikel 10 aan te vullen; dit artikel houdt eene bepaling in, waarbij de vraag wordt opgelost, of al dan niet de rechterlijke officieren en agenten macht hebben om de mandaten tot medebrenging en aanhouding en de bevelen tot ingevangenneming ten uitvoer te leggen.

Na het arrest van het Hof van Cassatie, van 9 December 1895 ⁽¹⁾, dat de tenuitvoerlegging van de bevelen tot ingevangenneming rangschikt onder de akten die de commissaris van politie het recht heeft te vervullen, niet in zijne hoedanigheid van officier der rechterlijke politie, doch als beambte

(1) *Pasicrisie*, 1896, I, 40.

van de openbare macht, zou men zich terecht kunnen afvragen of de rechterlijke officieren en agenten in die hoedanigheid het recht zouden hebben, bedoelde bevelen uit te voeren, alsook de bevelen tot medebrenging en aanhouding.

Uwe Commissie is van meening dat, in bijzondere gevallen waarover de procureur-generaal te oordeelen heeft, de procureurs des Konings het recht hebben dergelijke zending toe te vertrouwen aan bepaalde beambten. Van daar artikel 14 van het ontwerp.

ART. 12 en 14.

Beide artikelen werden zonder aanmerking aangenomen, behoudens wijzigingen in den vorm, die zonder verder betoog gerechtvaardigd worden.

ART 13.

De bepaling, die de ambtenaren van de plaatselijke politie de verplichting oplegt de door het ontwerp ingestelde beambten toegang te verleen tot hunne kantoren en hun mededeeling te doen van alle inlichtingen of stukken door hen verkregen in de uitoefening van hun ambt van bestuurspolitie, scheen de Middenafdeeling overdreven toe, zoo wat den tekst als wat den geest aangaat.

Zonder twijfel is het wenschelijk dat, ten behoeve van de opsporing der misdaden en de vervolging der overtreders, de plaatselijke politie en de rechterlijke officieren en agenten gezamenlijk handelen en elkander onderling bijstaan; dit zal voorzeker meestal het geval zijn.

De plaatselijke politie bezit tal van inlichtingen, waarvan de kennis nuttig of noodig is tot het ontdekken der misdadigers en die de rechterlijke officieren niet bezitten; de gemeenteverheid moet gehouden zijn, die spoedig mede te deelen.

De bevolkingsregisters, de reizigers- en vreemdelingenboeken, de strafregisters zijn alle oorkonden die de rechterlijke officieren en agenten meestal zonder uitstel moeten raadplegen. Welke redenen zou over 't algemeen, de plaatselijke politie kunnen inroepen om die mededeeling te weigeren? Men moet zooveel te minder conflicten vreezen, daar het gemeenschappelijk doel van de officieren der bestuurspolitie en rechterlijke politie onvermijdelijk zal aanleiding geven tot rechtstreeksche en persoonlijke betrekkingen, waarvan de hoffelijkheid en de stiptheid wederzijdsch vertrouwen zullen baren.

Maar er zijn misbruiken te voorzien. Onder voorwendsel dat zij den verdachten dader van eenig misdrijf vervolgen, zouden rechterlijke officieren of agenten zich het recht kunnen aannemen, alle bestuurlijke stukken van de gemeentepolitie te raadplegen en zelfs mede te voeren; de tekst van het voorstel zou daaraan geen beletsel stellen.

Uwe Commissie heeft hem gewijzigd door de rechten der nieuwe beambten te beperken en hunne rechtsmacht nader te bepalen.

Ingeval van heeterdaad, van een pas gepleegd misdrijf, is het noodig dat de rechterlijke officieren dadelijk optreden; in zulk geval zullen de kantoren der plaatselijke politie van rechtswege toegankelijk zijn: die officieren zullen er inzage kunnen nemen, zonder ze te mogen verplaatsen, van al de registers en stukken die de plaatselijke politie in 't bezit heeft.

Buiten het geval van heeterdaad is zulk dadelijk optreden niet noodig. De plaatselijke politie zal voorzeker altijd aan de rechterlijke agenten alle gemak moeten verleen tot vervulling hunner zending; zij mag hun de inlichtingen niet weigeren, die zij zouden kunnen noodig hebben. Doch de toegang van rechtswege tot de kantoren, de inzage, uit hoofde van hun ambt, van alle registers en stukken worden in dit geval niet gerechtvaardigd door de behoeften van een spoedig, dadelijk onderzoek. Waarom zou men dus de voorrechten van de plaatselijke overheid met de voeten treden?

Moesten soms het verzet van de plaatselijke politie en de dringendheid van een dadelijk optreden zich gezamenlijk voordoen, dan veroorlooft de Bijzondere Commissie den procureur des Konings, evenals den rechter van instructie, over de werkeloosheid der gemeenteverheid zonder uitstel heen te stappen.

Een bevel van deze magistraten, zelfs telegrafisch overgeseind, zal volstaan om de rechterlijke officieren met de macht te bekleeden, die het ontwerp hun geeft ingeval van heeterdaad, en zoo zal het hooger belang van het Gerecht gepaard gaan met den eerbied voor de voorrechten der plaatselijke overheden.

De tekst der Bijzondere Commissie vermeldt ook tot wie de rechterlijke officieren en agenten zich moeten wenden om de hun noodige inlichtingen te verkrijgen. Natuurlijk moeten deze aanvragen gericht worden, mondeling of schriftelijk, tot het hoofd der plaatselijke politie of tot den ambtenaar, door dezen laatste afgevaardigd voor bepaalde diensten.

Onnoodig er bij te voegen dat die tekst alleen de gevallen voorziet waarin moeilijkheden kunnen voorkomen. Over 't algemeen moet men hopen dat de betrekkingen tusschen de ambtenaren der twee klassen van dien aard zullen zijn, dat de toegang tot de kantoren en de mededeeling der registers voor de eenen zoowel als voor de anderen iederen dag en elken oogenblik zullen kunnen geschieden.

*
• •

Deze zijn, Mijne Heeren, de voornaamste redenen die ons nopen het voorstel te wijzigen binnen de grenzen die wij voorzichtigheidshalve en na rijpe overweging hebben bepaald.

Ontegensprekelijk zal de goedkeuring van dit voorstel met genoeg in het land onthaald worden. De toepassing van de nieuwe wet zal onge-

twijfeld de straffeloosheid in ruime mate verminderen en daardoor zelf zal zij voor de eerbare burgers een steeds grootere waarborg van veiligheid zijn.

Eenstemmig hebben wij het gewijzigde voorstel aangenomen; wij meenen voor het land nuttig werk te verrichten, waar wij een zeer spoedig onderzoek en eene goedkeurende stemming aanbevelen.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire.

Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi peut instituer, dans chaque ressort de Cour d'appel, des officiers et des agents judiciaires dont il fixe le nombre selon les besoins du service et qui sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général, et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie.

ART. 2.

Les officiers judiciaires sont nommés et révoqués par le Roi.

Les agents judiciaires sont nommés et révoqués par le Ministre de la Justice.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Koning kan, binnen het gebied van elk Hof van beroep, rechterlijke officieren en rechterlijke agenten instellen; hij bepaalt het getal hunner naar gelang van de vereischten van den dienst; zij staan onder het gezag en het toezicht van den procureur-generaal en onder het bestuur van den procureur des Konings van het arrondissement waarin hun verblijf is gevestigd.

ART. 2.

De rechterlijke officieren worden benoemd en afgezet door den Koning.

De rechterlijke agenten worden benoemd en afgezet door den Minister van Justitie.

ART. 3.

La résidence des officiers et des agents judiciaires est fixée par le Ministre de la Justice.

Toutefois le procureur général peut les détacher momentanément dans les localités de son ressort où il jugerait leur concours utile au service de la police judiciaire.

ART. 4.

Avant leur entrée en fonctions, les officiers judiciaires prêtent serment entre les mains du procureur général.

Les agents judiciaires prêtent serment entre les mains du procureur du Roi auquel ils sont subordonnés.

ART. 5.

Les traitements des officiers et des agents judiciaires ainsi que leurs menues dépenses sont à la charge de l'État.

ART. 6.

L'uniforme et les insignes des officiers et des agents judiciaires, les peines disciplinaires dont ils peuvent être l'objet, leurs frais de route et de séjour sont réglés par le Roi.

ART. 7.

Les officiers judiciaires ont leurs bureaux dans les locaux du palais de justice, lorsqu'ils résident dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire.

Dans les autres cas, ils ont leurs bureaux dans la maison communale.

ART. 3.

De Minister van Justitie bepaalt waar de rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten hun verblijf moeten hebben.

Echter kan de procureur-generaal ze tijdelijk afzenden naar de plaatsen van zijn gebied, waar hij hunne medehulp nuttig mocht achten voor den dienst der rechterlijke politie.

ART. 4.

Alvorens in dienst te treden leggen de rechterlijke officieren den eed af in handen van den procureur-generaal.

De rechterlijke agenten leggen den eed af in handen van den procureur des Konings wiens ondergeschikten ze zijn.

ART. 5.

De jaarwèdden, alsmede de geringe uitgaven van de rechterlijke officieren en van de rechterlijke agenten komen ten laste van den Staat.

ART. 6.

De ambtskleeding en de rangteekenen der rechterlijke officieren en rechterlijke agenten, de tuchtstraffen die hun kunnen opgelegd worden, hunne reizen verblijfkosten worden door den Koning geregeld.

ART. 7.

De rechterlijke officieren hebben hunne kantoren in de gebouwen van het justitiepaleis, wanneer zij verblijven in de hoofdplaats van een rechterlijk arrondissement.

In de overige gevallen hebben zij hunne kantoren in het gemeentehuis.

La fourniture et l'entretien de ces bureaux sont à la charge, dans le premier cas, de la province; dans le second cas, de la commune.

ART. 8.

Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent aux commissaires de police en qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers judiciaires ont concurrence et même prévention à l'égard des commissaires et commissaires adjoints de la police communale, ainsi que des bourgmestres et échevins.

ART. 9.

Les officiers et agents judiciaires exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la Cour d'appel.

Ils peuvent, en matière de police des étrangers ou en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre Cour d'appel.

En ce dernier cas, le procureur général qui a délivré le mandat en avise immédiatement le procureur général du ressort où les officiers et agents judiciaires sont appelés à agir.

ART. 10.

Les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction ont le

Deze kantoren moeten, in het eerste geval, door de provincie worden geleverd en onderhouden, en, in het tweede geval, door de gemeente.

ART. 8.

De rechterlijke officieren hebben de hoedanigheid van ambtenaar der rechterlijke politie en staan den procureur des Konings ter zijde.

Zij hebben de macht en de bevoegdheden, door de wetten toegekend aan de politiekommissarissen, waar dezen, als ambtenaren der rechterlijke politie, den procureur des Konings ter zijde staan.

In de uitoefening van hun ambt hebben de rechterlijke officieren gelijk gezag met de commissarissen en de adjunct-commissarissen der gemeentelijke politie alsmede met de burgmeesters en schepenen en hebben zij zelfs recht van voorrang op hen.

ART. 9.

De rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten oefenen hun ambt uit binnen gansch het gebied van het Hof van beroep.

In zake van vreemdelingenpolitie of krachtens uitdrukkelijke opdracht van den procureur-generaal, onder wiens toezicht zij staan, mogen zij hun ambt uitoefenen binnen het gebied van een ander Hof van beroep.

In dit laatste geval onderricht de procureur-generaal, die de opdracht heeft gegeven, daarvan onmiddellijk den procureur-generaal van het gebied waar de rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten zijn geroepen om op te treden.

ART. 10.

De procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie

droit de requérir l'assistance de tous les officiers de police judiciaire et de les déléguer pour accomplir, sauf les restrictions établies par la loi, tous les actes de police judiciaire.

Ce droit de réquisition et de délégation n'existe à l'égard des officiers judiciaires institués par la présente loi que s'ils résident dans l'arrondissement du magistrat requérant ou s'ils y sont détachés par le procureur général, conformément à l'article 3, § 2.

Les officiers requis ou délégués sont tenus d'obtempérer aux réquisitions et délégations, et de prêter, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

ART. 11.

Les officiers et agents judiciaires peuvent être chargés par le procureur du Roi de l'exécution des mandats d'amener et d'arrêt et des ordonnances de capture.

ART. 12.

Les officiers judiciaires ont le droit de requérir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'assistance de la force publique et celle des officiers de police judiciaire autres que les juges de paix et leurs suppléants, les procureurs du Roi, leurs substituts et les juges d'instruction.

Les fonctionnaires ou agents requis sont tenus d'obéir à ces réquisitions et d'assurer, s'il y a lieu, pour leur exécution, le concours des fonctionnaires ou agents sous leurs ordres.

hebben het recht den bijstand in te roepen van al de ambtenaren van rechterlijke politie en ze al te vaardigen tot vervulling van al de akten der rechterlijke politie, behoudens de beperkingen door de wet gesteld.

Dit recht van opeiseling en opdracht bestaat ten opzichte van de volgens deze wet ingestelde rechterlijke officieren enkel voor zooveel zij verblijven binnen het arrondissement van den opeischenden magistraat of er zijn afgezonden door den procureur-generaal, overeenkomstig artikel 3, 2^{de} lid.

De opgeëischte of afgevaardigde officieren zijn gehouden te gehoorzamen aan de vorderingen en opdrachten en, zoo er grond voor is, tot uitvoering daarvan te verstrekken de medehulp van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 11.

De rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten kunnen door den procureur des Konings worden belast met de uitvoering van de mandaten tot medebrenging en aanhouding alsmede met de bevelen tot gevangenneming.

ART. 12.

De rechterlijke officieren hebben, in de uitoefening van hun ambt, het recht den bijstand op te eischen van de openbare macht en die der ambtenaren van de rechterlijke politie, andere dan de vrederechters en hunne plaatsvervangers, de procureurs des Konings, hunne substituten en de rechters van instructie.

De opgeëischte ambtenaren of agenten zijn gehouden aan deze vorderingen te gehoorzamen en, zou er grond voor is, tot uitvoering daarvan de medehulp te verzekeren van de ambtenaren of agenten die onder hunne bevelen staan.

ART. 13.

Les chefs des administrations locales ou leurs délégués sont tenus de fournir aux officiers et agents judiciaires, verbalement ou par écrit, si ceux-ci le requièrent, tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les officiers judiciaires munis d'un mandat exprès du procureur du Roi ou du juge d'instruction ont, pour l'exécution de ce mandat, accès dans les bureaux de l'administration communale et faculté de consulter, sans déplacement, tous les registres et documents que possède la police administrative locale.

Le même droit leur est reconnu en cas de crime ou de délit flagrant.

ART. 14.

Les officiers judiciaires sont tenus d'obéir aux réquisitions qui leur sont adressées par le Ministre de la Justice, en matière de police des étrangers.

Donné à Ciergnon, le 10 novembre 1912.

ART. 13.

De hoofden van de plaatselijke besturen of hunne gelastigden zijn gehouden aan de rechterlijke officieren en rechterlijke agenten, indien deze het vorderen, mondeling of schriftelijk alle inlichtingen te leveren tot uitvoering hunner zending.

De rechterlijke officieren, bekleed met eene bepaalde opdracht van den procureur des Konings of van den rechter van instructie, hebben, tot uitvoering van deze opdracht, toegang tot de kantoren van het gemeentebestuur, alsmede het recht, zonder ze te mogen verplaatsen, alle registers en stukken, die in 't bezit van de plaatselijke bestuurspolitie zijn, te raadplegen.

Hetzelfde recht hoort hun toe ingeval van misdaad of van wanbedrijf op heeter daad.

ART. 14.

De rechterlijke officieren zijn verplicht te gehoorzamen aan de vorderingen tot hen gericht door den Minister van Justitie in zake van vreemdelingenpolitie.

Gegeven te Ciergnon, den 10^e November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

